

Cahier

de la recherche
doctrinale

LES MUTATIONS DE L'ARMÉE RUSSE : 1991-2005



CDEF Centre de Doctrine
d'Emploi des Forces
DREX Division Recherche
et Retour d'Expérience



**LES MUTATIONS DE L'ARMÉE RUSSE :
1991 - 2005**



MINISTERE DE LA DEFENSE

PARIS, LE 13 JUIN 2005

N° 500 221/CDEF/DREX



CENTRE
DE DOCTRINE
D'EMPLOI
DES FORCES

Le général

Cette étude intitulée « les mutations de l'armée russe, 1991-2005 » présente les changements très importants qu'ont connu l'armée mais aussi l'Etat russe. En effet, le retour d'expérience de ce système, longtemps craint, permet de mieux appréhender les nouvelles relations que les forces terrestres françaises, n'en doutons pas, auront avec leurs homologues russes dans les années qui viennent.

Vladimir Poutine s'est engagé dans la double voie de l'alliance avec les Etats-unis et les pays européens, et du retour de l'influence russe dans l'espace anciennement soviétique et en Asie. « Il s'agit de redonner à la Russie le statut de grande puissance », affirmait-il en s'installant au Kosovo avant l'entrée de la coalition internationale.

Fierté du peuple russe et garante de sa sécurité, l'armée russe a connu des modifications profondes tant dans ses structures de forces que sa doctrine. C'est la raison pour laquelle il y a là une source d'enseignements compte tenu de la grande expérience que ses unités ont acquise au cours des conflits récents.

Dans tous les cas, une observation précise et vigilante de cette force puissante, mais lente à se réformer, reste absolument nécessaire.

Original signé



Cette étude a été réalisée par le Bureau Recherche de la Division Recherche et Retour d'Expérience du CDEF. Elle a été menée par le lieutenant Didier Roch officier traitant au Bureau Recherche.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	9
--------------------	---

CHAPITRE 1 - LA DOCTRINE MILITAIRE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE. 13

SECTION 1 - LES PRINCIPES GÉNÉRAUX ET LES PRINCIPES POLITIQUES ET MILITAIRES	16
QUI SOUS-TENDENT LA NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE RUSSE	
1 - <i>Les principes généraux.</i>	16
2 - <i>Le fondement de la situation militaire et politique de la nouvelle doctrine militaire russe.</i>	16
2-1 <i>La situation politique et militaire</i>	16
2-2 <i>Les principales menaces internationales qui pèsent sur la sécurité militaire de la Fédération russe</i>	18
2-3 <i>Les principales menaces internes de la Fédération de Russie</i>	19
SECTION 2 - SÉCURITÉ ET ORGANISATION MILITAIRE	19
1 - <i>La protection de la sécurité militaire</i>	19
2 - <i>Les moyens de la sécurité militaire de la Fédération de Russie.</i>	20
3 - <i>Les principes essentiels de la sécurité militaire.</i>	21
SECTION 3 - VERS UNE NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE.	23
1 - <i>Evolution de la doctrine militaire russe avant les attentats du 11 septembre 2001.</i>	23
2 - <i>La remise en cause de la doctrine par le choc des attentats du 11/09/01.</i>	24

CHAPITRE 2 - LES MUTATIONS DE L'APPAREIL MILITAIRE RUSSE

SECTION 1 - UNE RÉFORME NÉCESSAIRE DE L'ARMÉE RUSSE.	29
1 - <i>Les principales structures de forces en 2002.</i>	29
2 - <i>Dix années de réformes avortées</i>	31
SECTION 2 - LE PROJET 2002 DE RÉFORME DE L'ARMÉE RUSSE	33
1 - <i>Evolution du budget de l'armée russe entre 2002 et 2004.</i>	33
2 - <i>Le projet de réforme.</i>	33
2-1 <i>La professionnalisation.</i>	34
2-2 <i>Une nouvelle réorganisation des forces armées.</i>	35

CHAPITRE 3 - LE POIDS DE LA POLITIQUE, DU PASSÉ ET DE LA GÉOGRAPHIE RUSSE. 39

SECTION 1 - LA POLITIQUE INTÉRIEURE RUSSE.	41
1 - <i>La situation interne de la Russie et l'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine.</i>	41
1-1 <i>L'accession au pouvoir.</i>	41
1-2 <i>la vision des Russes de leur Président.</i>	42

2 - <i>L'exercice du Pouvoir</i>	42
2-1 L'absence de contre pouvoirs	42
2-2 Le poids du passé politique russe	42
3 - <i>Une société contrôlée en pleine crise identitaire</i>	44
3-1 Le rôle des journalistes	44
3-2 Les difficultés de la Russie et la tentation de l'autorité	44
3-3 Le rejet de l'Occident	44
4 - <i>La mutation des relations avec l'Occident</i>	45
4-1 La dégradation des relations Fédération de Russie - Occident	45
4-2 La mise en cause d'un monde unipolaire	45
SECTION 2 - LE CAUCASE	46
1 - <i>Le Sud Caucase</i>	46
2 - <i>Le Nord Caucase</i>	48
SECTION 3 - L'UKRAINE ET LA BIÉLORUSSIE	49
1 - <i>La Biélorussie</i>	49
2 - <i>L'Ukraine</i>	49
SECTION 4 - LES BALKANS	51
1 - <i>La situation générale des Balkans</i>	51
2 - <i>Analyse de la situation des acteurs de la région</i>	51
3 - <i>L'attitude des grandes puissances dans les Balkans</i>	52
 CHAPITRE 4 - LE POIDS DE L'AFGHANISTAN ET DES GUERRES EN TCHÉTCHÉNIE	55
 SECTION 1 - LA GUERRE EN AFGHANISTAN	57
SECTION 2 - LES GUERRES EN TCHÉTCHÉNIE	59
1 - <i>La première bataille de Grozny</i>	61
2 - <i>La seconde bataille de Grozny</i>	63
 CONCLUSION	67
 BIBLIOGRAPHIE	70

INTRODUCTION

L'armée russe depuis la fin de la guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique dominé par l'URSS a connu de profondes mutations et restructurations.

L'armée rouge, première armée conventionnelle du monde, a ainsi fait trembler l'Occident dans une confrontation bipolaire avec les Etats-Unis et ses alliés, pendant près de 50 ans, de la fin de la seconde guerre mondiale à la chute du mur de Berlin en 1989 jusqu'à la dissolution de l'URSS en 1991.

L'armée russe d'aujourd'hui est l'héritière directe de l'armée soviétique. En effet, sur les plans du format, des matériels, des effectifs et de la doctrine, la parenté et les similitudes restent évidentes.



Fantassin russe

Toutefois, cette armée, sous l'impulsion, notamment, de Vladimir Poutine, connaît de profondes mutations et évolutions.

Des conflits difficiles comme l'Afghanistan et la Tchétchénie, des évolutions mondiales comme la fin de la bipolarisation du monde ou l'émergence d'un terrorisme islamiste international, des crises comme la révolution orange en Ukraine ainsi que des difficultés économiques importantes ont amené la Fédération de Russie à bouleverser un certain nombre des schémas qui semblaient immuables du point de vue des militaires russes.

Or, l'armée russe est une armée qui fait la guerre. Elle l'a fait quasi sans discontinuer depuis 1979 et a acquis des compétences et des savoir propres importants, notamment dans le domaine du combat en zone urbaine ou dans celui de la contre-guérilla.

Certes, ses forces, qui mêlent armée de l'intérieur (MVD) et forces militaires au sens classique du terme connaissent des défaites et des désastres retentissants comme l'assaut du théâtre de Moscou ou la prise d'otages, sanglante, de l'école de Beslan en Ossétie. Toutefois, ces échecs ne doivent pas masquer le professionnalisme, la rusticité et les savoir-faire d'une armée russe qui entre aujourd'hui sur la voie de la modernisation et qui reste la garante de la sécurité de la Russie, en même temps que la fierté d'un peuple qui connaît un fort raidissement identitaire.

Ainsi, la Russie a engagé son armée sur le chemin de la refonte de sa doctrine, de ses forces et dans une certaine mesure dans sa manière de gérer les crises et de mener ses guerres et conflits.

CHAPITRE 1

LA NOUVELLE DOCTRINE MILITAIRE DE LA RUSSIE



Carte politique de la Fédération de Russie et de son étranger proche.

Le 2 novembre 1999, le conseil de sécurité national de la Fédération de Russie a approuvé un document intitulé « principales thèses de la doctrine militaire de la Fédération russe. » Le 21 avril 2000, le président Vladimir Poutine a signé le décret n°706 « qui adopte la doctrine militaire de la Fédération de Russie » entrée en vigueur le 22 avril 2000.

Bien que les idées générales du texte et les préceptes aient été examinés pour la première fois en 1993, ce document constitue une nouveauté à plus d'un titre. Par ailleurs, entre octobre 1999 et sa date de publication, le ministère de la défense a reçu près de 3000 amendements et propositions afin de modifier le document tant de la part des militaires que des spécialistes civils.

Jusqu'alors, ni la Russie tsariste, ni l'URSS n'avaient réellement créé un document appelé « doctrine militaire », servant de guide à la politique de défense du pays.

De plus, sur le plan de l'emploi de l'arme nucléaire, la Russie de Vladimir Poutine rompt avec l'URSS dans la mesure où elle se réserve le droit d'utiliser en premier lieu les armes nucléaires en cas de menaces graves contre la sécurité du pays.

En fait, cette nouvelle doctrine militaire entérine l'effondrement de l'Union soviétique et sa transformation en une Russie aux moyens réduits.

Section 1 - Les principes généraux et les principes politiques et militaires qui sous-tendent la nouvelle doctrine militaire russe

1 - Les principes généraux

Au niveau des principes généraux, la doctrine militaire russe s'affirme comme défensive par nature. Elle entend contribuer à la paix tout en défendant l'intérêt national et en garantissant la sécurité militaire de la Fédération russe et de ses alliés. Elle constitue la somme totale des préceptes officiels dans les domaines politico-militaire, politico-stratégique et économique-militaire.

Sur le plan légal, la doctrine militaire russe s'appuie (*compte tenu de la hiérarchie des normes en vigueur en Russie*) sur la constitution de la Fédération, les lois fédérales et les traités internationaux.

Cependant, le texte n'est pas figé et peut évoluer en fonction des situations politiques et militaires, des menaces et de tout autre texte ou directive émanant de la présidence, des forces armées ou de tout autre organe chargé de la sécurité de la Fédération de Russie.



Scène de guerre en Tchétchénie

Se voulant globale, elle est mise en œuvre par l'Etat fédéral et le commandement militaire. Elle est exécutée par une série de mesures intéressant la sécurité de la Fédération dans les domaines politique, diplomatique, économique, social, médiatique, normatif et militaire.

2 - Le fondement de la situation militaire et politique de la nouvelle doctrine militaire russe

2-1 La situation politique et militaire

Selon, la nouvelle doctrine militaire russe, la donne internationale actuelle a modifié la nature des conflits militaires. Ceux-ci s'étendent à de nouveaux domaines et deviennent particulièrement dangereux pour la paix et la stabilité internationale. Ils nécessitent un catalogue complet de mesures à chaque stade de leur développement.

D'après les Russes, le spectre d'une guerre globale, y compris d'une guerre nucléaire, s'éloigne. Par contre, il y a un renforcement des pouvoirs régionaux et par corollaire une extension des conflits locaux et une course aux armements sur le plan régional.

Par ailleurs, **l'accroissement de l'extrémisme religieux et ethnique, ainsi que l'émergence des séparatismes inquiètent une Russie particulièrement sensible sur ces sujets.**

Le document note également une diffusion et un trafic non contrôlés des armes de destruction massive, ainsi qu'une exacerbation de la guerre de l'information.

Selon la Russie, de nombreux facteurs ont un impact néfaste sur la situation politique et militaire actuelle. En effet, **d'après la doctrine militaire de la Fédération, il y a une tentative délibérée de l'Occident, notamment des Etats-Unis, d'ignorer les mécanismes existant au niveau de l'ONU et de l'OSCE pour garantir la stabilité internationale.**



Les régions militaires de la fédération de Russie

Parallèlement, le texte dénonce les opérations militaires sous couvert « d'intervention humanitaire » exécutées sans l'aval du conseil de sécurité des Nations-Unies (*référence à l'opération au Kosovo et des bombardements de l'Otan en Serbie*).

De même, la doctrine met en garde contre la violation, par certains Etats, des traités sur le contrôle de la prolifération de certains armements et contre l'utilisation par certains acteurs internationaux d'informations ou de technologies dans un but agressif ou expansionniste.

Enfin, les Russes mettent l'accent aussi bien sur les dangers que constituent les activités des mouvements extrémistes tant sur le plan nationaliste, religieux, séparatiste ou terroriste, que les dangers des organisations criminelles dans leurs activités en Russie ou à l'étranger. (*Référence implicite à la situation à laquelle est confrontée la Russie au Caucase, en Asie Centrale ou encore dans les domaines de la mafia et de la corruption.*)

2-2 Les principales menaces internationales qui pèsent sur la sécurité militaire de la Fédération russe

La doctrine précise que si les menaces directes d'un conflit de haute intensité contre la Russie ont diminué, il n'en demeure pas moins que cette dernière doit maintenir un potentiel militaire important, notamment dans le domaine nucléaire.

Cependant, d'autres menaces sont apparues. Ainsi, des revendications territoriales à l'encontre de la Fédération russe ont vu le jour, ainsi que des ingérences dans les affaires intérieures de la Fédération (par exemple les critiques occidentales à l'égard de l'intervention de l'armée russe en Tchétchénie ou les revendications frontalières en Sibérie de la République Populaire de Chine.)

De même, la Russie fustige la tentative d'ignorer les intérêts de la Fédération dans la résolution des problèmes de sécurité internationale et de s'opposer à son renforcement comme un centre influant au sein d'un monde multipolaire. (A l'image des positions russes vis-à-vis de la Serbie et des tentatives de la Russie de maintenir sa place de grande puissance depuis la chute de l'empire soviétique.)

Les menaces prennent également la forme de conflits situés le long des frontières russes ou de ses alliés (conflit indo-pakistanaï au Cachemire, guérillas islamistes en Asie centrale au Tadjikistan, en Ouzbékistan, au sud du Kirghizistan, conflit dans le Caucase au Haut-Karabakh entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, conflit larvé entre la Chine et la Russie le long de l'Amour-Daria et de la rivière Tumen, Iles Kouriles réclamées par le Japon).



Lanceur d'engin nucléaire russe

La Russie craint également la création de forces militaires en violation de l'actuelle balance des forces dans la région, de même qu'une expansion des blocs et des alliances militaires à son détriment. Elle redoute un engagement de troupes étrangères en violation de la charte des Nations Unies sur des territoires contigus (les Etats-Unis et l'Europe se sont ainsi posés la question de l'opportunité d'une opération de maintien de la paix en Tchétchénie). Elle redoute tout autant la formation et l'entraînement par une puissance étrangère de groupes militaires susceptibles d'agir sur le territoire russe ou allié ou en haute mer par des attaques ou des provocations contre des installations ou des équipements. Elle s'inquiète également de la possibilité d'actions contre ses forces stratégiques, sa défense anti-missiles, ses systèmes spatiaux, ses capacités de stockage nucléaire, ses industries nucléaires et chimiques.

La Russie ajoute encore au catalogue des menaces à caractère international qui pèsent sur la Fédération des opérations de désinformation soit technique soit psychologique.

Enfin, la Russie place au dernier rang des menaces extérieures le terrorisme international et la discrimination, la suppression des droits et libertés et des intérêts légitimes des citoyens russes à l'étranger.

2-3 Les principales menaces internes à la sécurité militaire de la Fédération de Russie

La menace intérieure principale serait une atteinte à l'ordre constitutionnel en vigueur (à l'exemple de la tentative de coup d'Etat de 1993).



BMP 1

La doctrine met en avant la menace des mouvements séparatistes, nationalistes ou religieux qui mettent en péril l'unité de la Fédération et son fonctionnement politique, institutionnel ou économique (référence à la guerre en Tchétchénie et à la tentative de renversement du régime Daghestanais par les groupes de combat Tchétchènes et Wahhabites de Basaïev et Kathab, les opérations commandos du théâtre de Moscou ou de l'école de Beslan

en Ossétie, les déclarations du président Poutine sur la menace islamiste qui pèserait sur la Russie).

Elle nomme aussi les risques de dissémination illégale d'armes et d'explosifs qui pourraient être utilisées dans des actes de sabotage sur le territoire de la Fédération.

De plus, elle met en avant la menace des organisations criminelles et de contrebandes qui par leurs activités illégales menacent la sécurité intérieure (trafics de technologies, de drogues, d'êtres humains mis en place par les mafias locales, trafic d'armes entre la Russie et la Chine à destination des indépendantistes Ouïgours du Turkestan chinois).

Section 2 - Sécurité et organisation militaire

1 - La protection de la sécurité militaire

La nouvelle doctrine militaire russe affirme que la garantie de la sécurité militaire de la Fédération est la plus importante des activités de l'Etat fédéral. Ses buts sont de prévenir, d'identifier et de neutraliser les menaces militaires qui pèsent sur la Fédération. Le texte rappelle que cette dernière assure sa sécurité militaire dans un contexte de construction de la démocratie et de réformes socio-économiques sur le plan interne, de partenariat équitable, de coopération mutuelle et de relations de bon voisinage au sein d'un système de sécurité internationale total et compréhensif.

Pour établir sa doctrine militaire, la Russie se fonde sur les principes et les normes internationales. Ainsi, elle maintient sa capacité nucléaire en vue de dissuader toute agression contre elle ou ses alliés.

Elle met en œuvre une politique de défense commune avec la Biélorussie en coordination avec les forces armées des membres de l'Union des Etats. Au sujet de la Biélorussie, un traité d'union a été signé entre les deux états en décembre 1999. Le président biélorusse Lukashenko a par ailleurs annoncé le remaniement du Groupe de Forces Ouest par l'amalgame des Forces Armées Biélorusse avec celles du District Militaire de Moscou, soit environ 300.000 hommes.

La Russie attache une grande importance au renforcement du système de sécurité collective de la Communauté des Etats Indépendants. *A ce titre, elle considère l'Ukraine comme son premier partenaire stratégique et a signé plusieurs accords de défense notamment concernant l'accès du port de Sébastopol à la flotte de guerre russe de la Mer Noire, d'exercices en commun, de programmes d'armement et ce, malgré la mise en porte à faux de l'Ukraine par la signature de la charte Russie OTAN.*

Par ailleurs, elle entend observer strictement les traités internationaux dans le domaine de la limitation des armements. Ainsi, elle affirme mettre en œuvre méticuleusement les traités sur les armes stratégiques et antimissiles et elle se dit prête à réduire son arsenal nucléaire sur un plan bilatéral avec les Etats-Unis ou multilatéral avec les autres puissances nucléaires.

De plus, la Russie se fait l'avocate de la non-prolifération universelle par la création d'un système de mesures d'interdiction, de contrôle et de partage des technologies afin de bannir les expérimentations nucléaires. *La Russie dispose actuellement d'environ 6300 ogives nucléaires et 4000 armes nucléaires tactiques. Le traité Start II ratifié par la Fédération prévoit une diminution du nombre d'ogives stratégiques à 3000-3500 têtes. Suit Start III, au sein duquel la Russie veut réduire son nombre de têtes à 1500 ogives.*

Par ailleurs, la doctrine russe met en avant la nécessité de bâtir un système de mesures de confiance entre les Etats dans le domaine militaire par le biais d'échanges d'informations militaires réciproques, la coordination des doctrines, des plans et des activités militaires communes.

2 - Les moyens de la sécurité militaire de la Fédération de Russie

Actuellement, la Russie se fonde sur les besoins en potentiel nucléaire susceptible d'occasionner un ensemble de dommages à n'importe quel agresseur en toute circonstance. Les armes nucléaires sont considérées par la doctrine militaire russe comme un facteur dissuasif contre les agressions, un moyen de sauvegarde de la sécurité militaire de la Fédération et de ses alliés et un moyen de maintenir la stabilité et la paix dans le monde.

La Fédération de Russie se réserve le droit d'utiliser l'arme nucléaire en réponse à une attaque nucléaire ou de tout autre type d'arme de destruction massive contre elle et ses alliés. Toutefois, elle s'autorise aussi le feu nucléaire en réponse à une agression de grande envergure utilisant des armes conventionnelles qui menacerait de manière critique sa sécurité nationale.

Cette nouvelle conception est un changement majeur et radical de prime abord puisque même l'URSS au plus fort de la guerre froide n'était pas allée aussi loin. Toutefois, il convient de modérer l'analyse dans la mesure où l'Union soviétique disposait « d'une profondeur défensive », puisqu'elle exerçait son influence à travers un empire et des pays qui entouraient ses frontières nationales comme autant de glacis face à une attaque conventionnelle. Ceux-ci permettaient d'avoir un temps de réaction suffisant à une époque où ce dernier était décisif. Aujourd'hui, la Russie a perdu cet avantage puisque les Etats de l'ex-Pacte de Varsovie sont soit entrés dans l'Union Européenne comme la Hongrie ou la Pologne soit ont vocation à y entrer à terme comme la Roumanie ou la Bulgarie, surtout ces pays sont déjà membre de l'OTAN, adversaire pendant 50 ans du pacte de Varsovie. De plus, selon le colonel général Manilov à qui l'on attribue la nouvelle doctrine russe « l'avertissement ne doit laisser la place à aucune



Avion de combat Mig 29

incompréhension » dans la mesure où « il est manifeste qu'une situation critique peut émerger comme le résultat d'une agression seule, et que ses conséquences peuvent soulever la question de l'avenir ou de la fin de la Russie ».

Toutefois, la Fédération russe se refuse à utiliser l'arme atomique contre les Etats partis au traité de non-prolifération et qui ne possèdent pas l'arme atomique. Par contre, elle s'autorisera à employer le feu nucléaire dans le cas d'une attaque contre son territoire, ses forces armées ou autres, ses alliés ou bien un Etat avec lequel elle a des engagements ou qui ne possède pas d'armes nucléaires ou encore dans le contexte d'un engagement allié avec un état possédant l'arme nucléaire.

3 - Les principes essentiels de la sécurité militaire



Hélicoptères et troupes motorisées russes en opération

La sécurité de la Fédération de Russie repose sur un commandement militaire centralisé avec l'existence d'un contrôle civil des activités.

La doctrine accorde une grande importance à des prévisions efficaces, une identification et une classification opportune des menaces militaires et des réponses appropriées qu'il convient de leur apporter.

Selon la doctrine, la Russie doit avoir des intentions claires afin que des forces et des ressources suffisantes puissent être utilisées rationnellement. De même, les degrés de préparation, d'équipement, et d'entraînement des forces doivent correspondre aux nécessités de la sécurité militaire. Elle se refuse à attenter à la sécurité internationale et à la sécurité nationale d'autres pays.

En temps de paix, la doctrine avance l'idée de la création et de la mise en œuvre d'une politique unique de l'Etat dans le but de garantir un avenir à la sécurité militaire. Pour elle, il est nécessaire de maintenir une politique intérieure de stabilité et de défense du système constitutionnel et de l'inviolabilité du territoire national. Les relations amicales avec les pays voisins doivent être développées.

De même, la qualité, les soutiens et ressources globales, ainsi que l'entretien des forces armées de la fédération, des formations militaires, des différents organismes et des autres troupes (*troupes du MVD : spetsnaz (forces à destination spéciale) ou Omon du ministère de l'intérieur, spetsgruppy (groupes spéciaux) du SVR et du FSB tel le groupe Vitiaz ou l'unité antiterroriste Vympel par exemple*) doivent leur permettre des actions coordonnées afin de pouvoir alerter, localiser et neutraliser les menaces intérieures et extérieures.

La doctrine entend préparer un système de mesures efficaces permettant aux forces armées russes de passer rapidement du temps de paix au temps de guerre (incluant le temps de mobilisation). Ici, les Russes veulent pallier un système obsolète de mobilisation tant de leurs troupes professionnelles que des appelés. En effet, lors de la première guerre de Tchétchénie les Russes ont eu beaucoup de mal à mobiliser des troupes adaptées à la situation. Ainsi, lors du premier conflit tchétchène en 1995, Moscou

n'a pu, dans un premier temps, qu'envoyer des unités créées pour la circonstance, sans cohésion, de soldats peu motivés, appelés ou professionnels ou bien des unités du ministère de l'intérieur tels les Omons ou les spetsnaz de la division anti-émeutes Djerjinski, équipés de véhicules BTR-70 et BMD, peu adaptés à des combats urbains nécessitant des moyens lourds tels les chars T-80 ou les véhicules blindés BMP-1, BMP-2.

Elle vise à améliorer l'économie, les technologies et l'industrie de défense proprement dite. Elle veut rehausser le degré de préparation de la mobilisation de l'économie. Elle entend assurer les conditions d'une mutation opportune des entreprises industrielles conformes aux besoins en matière d'équipements. L'ensemble des acteurs tant institutionnels qu'économiques doit s'organiser afin que le pays et la population puissent exécuter les missions de défense du territoire et de défense civile.

Même en temps de paix, la Fédération de Russie doit pouvoir assurer la protection des installations en haute mer, dans l'espace, sur son territoire ou sur celui d'Etats étrangers. De même, elle doit pouvoir assurer la sécurité des navires, de la pêche et de tous les types d'activités dans ses eaux territoriales ainsi que dans les régions lointaines des océans. *La doctrine fait ici référence à la concurrence que se livrent Russes, Chinois et Japonais en matière de pêche. D'autant plus que la Russie possède des eaux territoriales prises par les glaces plus de 6 mois par an.*

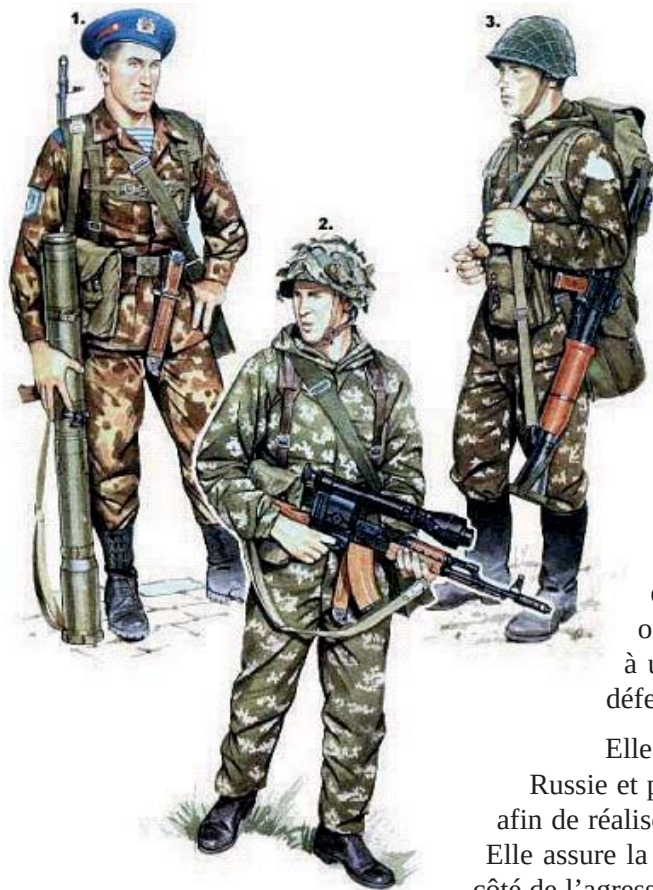
Les forces militaires participent également à la protection des frontières de la Fédération de Russie mais également de l'espace aérien et des zones sous-marines, ainsi que des zones économiques exclusives et du plateau continental et de leurs ressources naturelles *(richesses en nodules de manganèse des fonds marins, rivalités économiques américano-russes en mer Caspienne au sujet des réserves pétrolifères et de gaz.)*

En temps de paix également, les forces militaires doivent apporter leur soutien aux actes politiques de la Fédération de Russie par la mise en œuvre de mesures de nature militaire ou une présence navale. Elles participent à la préparation du territoire et de la défense civile et au développement des infrastructures militaires nécessaires.

Les forces militaires assurent la sécurité des citoyens de la Fédération et les protègent de toutes les menaces militaires. *Cette assertion constitue une grande nouveauté. En effet, la Russie et avant l'Union soviétique, ne s'étaient guère préoccupées de la sécurité de leurs citoyens. Ceci peut donc avoir de grandes conséquences pour l'avenir. Ainsi, on peut penser que la Russie pourrait intervenir militairement afin de protéger ses citoyens n'importe où dans le monde. La question se poserait alors de savoir si la Russie serait prête, par exemple, à défendre les droits de ses ressortissants dans les anciennes républiques d'URSS. On sait ainsi qu'en Ouzbékistan de nombreux Russes ont vu leurs droits limités ou remis en cause et beaucoup ont préféré quitter cette république d'Asie centrale.*

Parallèlement, il faut développer une conscience de la population en faveur de la préservation de la sécurité nationale. De plus, la Russie se dit prête à contrôler la réalisation mutuelle des traités en faveur de la limitation des armements et entend participer à des activités de maintien de la paix.

Lors d'une période de menaces, de commencement d'un conflit ou d'une guerre, la doctrine militaire russe prévoit le moment opportun pour déclarer l'état de guerre, l'imposition de la loi martiale ou l'état d'urgence dans tout le pays ou dans des localités particulières. Elle indique le déploiement stratégique partiel ou total des forces armées de la Fédération de Russie et de toutes les autres troupes et leur permet d'exécuter rapidement les missions qui leur sont dévolues. *Ici la doctrine précise un point important dans la mesure où lors du premier conflit tchéchène, la mobilisation et le déploiement des troupes furent souvent chaotiques. De plus, de nombreuses unités ne furent pas employées dans le cadre de leur mission habituelle ; ainsi, des spetsnaz furent utilisés comme infanterie d'accompagnement des blindés et non pas dans le cadre de missions d'infiltration ou de renseignement, ce qui occasionna un fort taux d'attrition.*



Uniformes de l'infanterie de marine russe

La doctrine prévoit en temps de crise la coordination, en accord avec la législation fédérale, de tous les organismes du pouvoir central, des pouvoirs régionaux et locaux de la fédération, ainsi que de toutes les organisations publiques et des citoyens concernés pour repousser l'agression. De même, elle permet l'organisation, la coordination et la mise en œuvre de tous les moyens de la lutte tant armée que politique, diplomatique, médiatique, économique ou de toute autre nature.

Elle envisage l'adoption et la mise en œuvre de décisions au sujet de la préparation et de la poursuite des opérations militaires. Elle projette le passage de l'économie du pays et de ses secteurs privés, entreprises et organisations de transports et de communication à une situation d'état de guerre. Elle organise la défense civile et territoriale.

Elle fournit une aide aux alliés de la Fédération de Russie et prévoit l'engagement de leur potentiel militaire afin de réaliser les objectifs communs dans un conflit armé. Elle assure la prévention d'un engagement d'autres Etats au côté de l'agresseur dans la guerre.

Enfin, elle insiste sur le recours au potentiel des Nations-Unies et des autres organisations internationales pour prévenir les agressions, forcer les agresseurs à mettre un terme au conflit quel que soit son stade et restaurer la paix et la sécurité internationale.

Section 3 - Vers une nouvelle doctrine militaire

1 - Evolution de la doctrine militaire russe avant les attentats du 11 septembre 2001

Le document intitulé « principales thèses de la doctrine militaire de la Fédération de Russie » est donc entré en vigueur le 22 avril 2000.

La finalité de la doctrine est de garantir l'intégrité du territoire russe, notamment (comme c'est le cas depuis 1864) en établissant un glacis défensif avec les pays de la CEI et de l'étranger proche.

L'une des principales nouveautés de ce document concerne ainsi les conditions d'emploi de l'arme nucléaire. Aussi, la Russie de Poutine rompt avec l'URSS puisqu'elle se réserve le droit d'utiliser l'arsenal nucléaire en premier, même lors d'une attaque conventionnelle qui mettrait en danger de façon critique son intégrité territoriale. Cette volonté est, en fait, l'expression du constat des faiblesses de ses forces conventionnelles et du fossé technologique qui les sépare désormais des armées occidentales. On peut également, dans une certaine mesure, la rapprocher du concept de guerre préventive des Etats-Unis.

L'expérience des militaires russes dans une guerre conventionnelle et surtout dans un conflit asymétrique est aussi indéniable que remarquable puisqu'ils combattent sans discontinuer depuis 1979 et ce malgré la fin de l'URSS, de son Empire, de son système politique et de l'armée rouge.

Pour la première fois, la doctrine russe précise que la Fédération de Russie entend protéger partout dans le monde les droits et libertés de ses ressortissants. Cette idée s'applique surtout à l'étranger proche de la Russie et d'abord aux zones du Caucase sud et de l'Asie centrale et depuis peu probablement aux ressortissants russes habitant l'Ukraine et la Biélorussie après les événements de la « révolution orange ». Autrement dit, la Russie ne s'interdit pas d'intervenir dans les anciennes républiques de l'ex-Empire soviétique. De possibles troubles pourraient en résulter si cette affirmation était mise en pratique, notamment en Asie Centrale, où malgré une dé-russification à marche forcée pratiquée par les nouveaux Etats, de fortes communautés russes sont encore en place ou encore en Ukraine, mais cette fois avec le risque d'une crise internationale, ce pays étant notamment soutenu par l'Europe.

Surtout, la doctrine publiée en 2000 traduit le syndrome d'une Russie touchée par la perte de son statut de superpuissance mais qui entend retrouver sa place sur la scène internationale. Ainsi, elle a dénoncé clairement la tentative de l'Occident de la marginaliser dans des dossiers tels que le Kosovo ou de tenter d'éloigner de son orbite des Etats faisant parti de son étranger proche ou traditionnellement liés à elle comme l'Ukraine ou la Bulgarie. Ceci peut d'ailleurs expliquer des actions audacieuses comme l'occupation de l'aéroport de Pristina par les spetnatz des unités parachutistes du VDV (forces aéroportées du Ministère de la Défense).

De la même manière, la doctrine d'avril 2000 prônait l'émergence d'un monde multipolaire et critiquait toute allégeance aux Etats-Unis, au point que la Russie a signé un pacte stratégique avec la Chine Populaire, autre chantre d'un monde multipolaire, mais vieil adversaire de la Russie depuis la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

2 - La remise en cause par le choc des attentats du 11/09/01

Malgré l'opposition d'une grande partie du haut commandement militaire russe, renforcée par l'hostilité à l'élargissement de l'OTAN aux anciens pays du Pacte de Varsovie, et les réflexes géopolitiques hérités de l'impérialisme de l'URSS, le président Poutine a profité des attentats du 11/09/01 pour se rapprocher des Etats-Unis. Ceci s'est traduit par une véritable révolution mentale qui a abouti à l'installation sur le territoire des républiques d'Asie Centrale de troupes et de bases occidentales, surtout américaines.

Pourtant, ce revirement historique traduit clairement la prise de conscience d'une partie de l'appareil d'Etat russe des nouvelles menaces qui ont émergé depuis la fin de la guerre froide.

Il montre aussi la volonté russe de ne plus mener plusieurs guerres à la fois mais de se focaliser sur des directions stratégiques dangereuses : Asie, Asie Centrale, Caucase sud. Il permet également à la Russie d'avoir les mains libres pour les opérations qu'elle mène sur son territoire ou dans son « étranger proche » comme en Tchéchénie, au Daghestan, en Géorgie...

Toutefois, il faut voir que ces changements ne sont peut-être que ponctuels, les réflexes de la guerre froide et les ressentiments dus à la perte de puissance restent récurrents. De plus, les Etats-Unis dans leur croisade contre le terrorisme pratiquent une politique d'alliance de circonstance qui peut ne pas tenir sur d'autres dossiers que le terrorisme international.

D'ailleurs, le concept de guerre préventive développé par l'administration Bush risque d'accroître fortement les craintes des militaires russes quant aux motivations réelles des Etats-Unis. De la même manière la nomination de Condolezza Rice à la tête de la diplomatie américaine peut amener les Russes



Chars de batailles T 90

à se méfier des motivations réelles des Etats-Unis, puisque celle-ci spécialiste du monde russe est également une farouche opposante à toute renaissance d'une Russie forte.

La Fédération de Russie s'est dotée d'une véritable doctrine militaire qui rompt avec les pratiques de l'Union soviétique qui n'avait pas jugé utile d'en avoir une. Elle introduit de réelles innovations quant à la manière dont la Russie entend mener un conflit.

Cette doctrine militaire de la Fédération de Russie exprime le sentiment d'une Russie blessée par la perte de son statut de super puissance et qui entend retrouver sa place sur la scène internationale. Elle dénonce clairement les tentatives de l'Occident de la marginaliser tant sur des dossiers la concernant que dans son étranger proche.

De même, elle prône un monde multipolaire et critique implicitement toute allégeance aux Etats-Unis. Cette position éclaire les récentes options de la Russie qui a signé un pacte stratégique avec la République Populaire de Chine et la tentative de découplage de l'Europe avec les Etats-Unis sur le sujet de la NMD (National missile defense ou défense du territoire américain par des batteries de missiles capables d'intercepter et de détruire des missiles nucléaires adverses). Même si les attentats du 11/09/01 ont remis en selle un partenariat avec les Etats-Unis dans la guerre contre le terrorisme qui permet à la Russie d'avoir les mains libres contre tous les séparatismes sur le territoire de la Fédération. Toutefois, cet accord sur le sujet du terrorisme semble ponctuel.

CHAPITRE 2

LES MUTATIONS DE L'APPAREIL MILITAIRE RUSSE



Uniformes de l'infanterie motorisée russe

Il y a dix ans, le 7 mai 1992, un décret du président Eltsine créait les forces armées russes. Inquiets du nouveau manque de profondeur stratégique résultant de l'écclatement de l'URSS, les dirigeants russes ne vont avoir de cesse d'utiliser les nouveaux Etats de la CEI comme glacis défensif et espace de puissance en maintenant dans ces pays des troupes et des matériels.

Ainsi en 2002, de nombreux accords ont été signés : sur les armes stratégiques, sur les forces collectives de maintien de la paix, les gardes-frontières de la CEI, sur des traités de sécurité collective engageant six Etats signataires, le partage de la flotte de la Mer Noire avec l'Ukraine, le devenir des armes nucléaires dont ont hérité le Kazakhstan (6%), la Biélorussie (4%) et l'Ukraine (10%)....

Pourtant, ces traités n'ont pas résolu le problème du devenir de l'armée russe. L'armée rouge qui a fait trembler l'Occident pendant 45 ans n'est plus que l'ombre d'elle-même. Le haut commandement russe doit donc remettre sur pied une véritable armée tenant compte des évolutions des relations internationales depuis 1991.

Section 1 - Une réforme nécessaire de l'armée russe

1 - Les principales structures de force en 2002

En 1992, la Russie hérite des deux tiers des forces de l'ex-URSS, soit environ 2,8 millions d'hommes. Ces chiffres énormes masquent pourtant une réalité inquiétante pour la Russie.

En effet, les unités les plus efficaces dotées de l'armement et des équipements les plus récents sont, en vertu de la stratégie soviétique, restées en dehors des frontières de la Fédération de Russie soit dans les pays nouveaux de la CEI soit sur le territoire des pays alliés du Pacte de Varsovie. Les unités russes reçues en partage proviennent donc pour l'essentiel des troupes du deuxième échelon stratégique avec les infrastructures logistiques et de commandement désormais inutiles du Pacte de Varsovie.



Infanterie de marine russe

L'armée compte en 1992 autant de cadres (pour la majorité slave) que de militaires du rang en raison du retour au pays des hommes de troupes. Aucune unité n'est à effectif complet. La Russie se voit donc dans l'obligation de procéder à un rapatriement colossal d'unités et de matériels des anciennes possessions ou des anciens alliés de l'Empire.

Cette désorganisation matérielle de l'armée de terre russe sera en grande partie responsable du désastre de la première guerre en Tchétchénie. Celle-ci, après la défaite de l'armée rouge en Afghanistan, sera l'événement fondateur de la nouvelle armée russe puisqu'elle lui donnera un but et une identité. C'est-à-dire défendre le territoire de la nouvelle Russie à l'encontre des visions soviétiques d'un Empire multi-ethnique à vocation universelle qui prévalaient jusqu'alors.

Ainsi, en 2002 les principales structures de forces de l'armée russe se répartissent comme suit :

Organismes	Commandants	Effectifs
Ministère de la Défense (MO)	Ministre : <i>Sergueï Ivanov</i>	<u>977 100 hommes</u>
Armée de Terre (SV)	Commandant en chef : Général <i>Nikolaï Kormilitsev</i>	<u>321 000 hommes</u>
Armée de l'Air (VVS)	Commandant en chef : Général <i>Vladimir Mikhaïlov</i>	<u>184 600 hommes</u>
Marine (VMF)	Commandant en chef : Amiral <i>Vladimir Kourouedov</i>	<u>171 500 hommes</u>
Forces des missiles stratégiques (RSVN)	Commandant : Général <i>Nikolaï Solotsov</i>	<u>149 000 hommes</u>
Troupes spatiales et de défense spatiale (VKS)	Commandant : Général <i>Anatoli Perminov</i>	<u>Nombre inconnu</u>
Forces aéroportées (VDV)	Commandant : Général <i>Gueorgi Chpak</i>	<u>30 000 hommes</u>
Structures du socle	Ministre : <i>Boris V. Gryslou</i>	<u>Environ 100 000 hommes</u>
Ministère de l'Intérieur (MVD)	Commandant : Général <i>Konstantin Totski</i>	<u>151 100 hommes</u> (troupes du MVD)
Service fédéral des gardes-frontières (SPS)	Commandant : <i>Nikolaï P. Patrouchev</i>	<u>140 000 hommes</u>
Service fédéral de sécurité (FSB ex KGB)	Commandant : Général <i>Vladimir Matioukhine</i>	<u>4000 hommes</u>
Agence fédérale pour les communications et l'information (FAPSI)	Commandant : Général <i>Evgueni Mourov</i>	<u>54 000 hommes</u>
Services pour la protection de l'Etat		<u>30 000 hommes</u>



Uniformes des forces blindées russes

Il faut noter l'imbrication et la frontière parfois floue existant entre les ministères de la Défense et l'Intérieur.

En effet, si l'on prend l'exemple de la guerre en Tchétchénie, les troupes du MVD participent aux opérations militaires au même titre que les forces armées du ministère de la Défense. A ce titre, elles sont actuellement employées dans des opérations de sécurisation de zone derrière les lignes, ce qui, compte tenu de la nature fluide du conflit dans le Caucase sud, les place souvent en première ligne.

De même, les effectifs du FSB par rapport à ceux de feu le KGB, peuvent paraître dérisoires, mais les services de renseignements russes ont connu une refonte complète et donc un éclatement de leurs structures entre renseignement tourné vers l'extérieur (FSB), services des renseignements militaires (SVR), écoutes (FAPSI), protection de l'Etat (groupes d'interventions Vympel, Vitiaz qui sont intervenus par exemple lors de l'assaut sur le théâtre de Moscou...) et ministère des situations d'urgence (unité Tsentrosspass...).

2 - Dix années de réformes avortées

Entre 1992 et 2002, l'armée russe a connu un nombre considérable de projets de réformes qui ont tous plus ou moins périclité en raison des jeux de pouvoirs sous l'ère Eltsine entre civils et militaires, plus récemment en raison de l'opposition d'une partie de l'appareil militaire et souvent par manque de moyens financiers.

Pourtant, certaines réformes ont vu le jour. C'est surtout le premier ministre de la Défense de l'ère post soviétique, Pavel Gratchev qui créa malgré le manque de moyens une force puissante de parachutistes (VDV) au plein de ses effectifs et bien entraînée. Il initiera également le projet de la création d'unités très mobiles utilisant des dépôts d'armements lourds pré-positionnés dans toute la Fédération, mais aussi sur le territoire de certains Etats de la CEI. Il a également initié un groupement de forces terrestres et côtières sur le théâtre Baltique sous commandement de la marine. La même idée sera étendue au théâtre pacifique, la menace s'étant déplacée vers l'Asie. Avec la première guerre de Tchétchénie, l'armée est redéployée en grande partie sur le théâtre sud de la Fédération.



Spetsnaz

Le troisième ministre de la Défense, le général Sergueïev met en place, en vertu des retours d'expériences de la Tchétchénie et du Kosovo, six commandements opérativo-stratégiques et opérativo-territoriaux communs à la fois aux forces du MVD, du ministère de la Défense et des gardes frontières afin de rationaliser la chaîne de commandement.

En 2001, le président Poutine nomme un civil à ce poste : Sergueï Ivanov, ex-membre du KGB. Ce dernier annonce un train de mesure, notamment sur la fin du service militaire obligatoire et la restructuration du Complexe militaro-industriel (CMI), qui à terme peut s'avérer dangereuse sur le plan économique et social. En effet, le CMI emploie plusieurs millions de travailleurs dans 70% des usines d'armements héritées de l'ère soviétique avec un fonctionnement dépassé et des technologies obsolètes. En fait, il existe deux CMI, l'un démesuré dont la seule fonction est sociale par le travail qu'il apporte, mais voué à disparaître et l'autre moderne comptant une trentaine de grandes sociétés avec leurs sous-traitants, capables d'exporter des armes, notamment des missiles, des avions, du nucléaire et des lasers (pôles d'excellence qui permettent de faire au moins jeu égal avec l'occident), et de se mesurer à la concurrence étrangère. Le dernier plan de réforme qui s'inspire de la fusion d'EADS par exemple, prévoit de réduire de moitié entre 2002 et 2006 les 1700 entreprises de la défense russe.



Troupes aéroportées du VDV



Char de bataille T 80 muni de briques réactives de protection contre les armes anti-chars

Il faut noter que, paradoxalement, les exportations d'armement sont à l'heure actuelle les seules exportations rentables de hautes technologies de l'industrie russe qui la place au 3^{ème} ou au 4^{ème} rang mondial (en concurrence avec la France).

Le Vietnam, l'Inde et la Chine sont actuellement les principaux pays acheteurs des armes russes (80% des exportations) et développent par ailleurs avec le CMI des programmes de recherche et de développement (surtout l'Inde).

Toutefois, pour des raisons stratégiques, la Chine Populaire et l'Inde se sont lancées depuis peu dans de vastes programmes leur permettant d'être autonomes en matière d'armement.

Dans la nouvelle course aux armements qui a débuté en Asie, il est probable que ces deux gros clients du marché russe se tournent rapidement vers l'acquisition de matériels occidentaux de haute technologie, notamment en ce qui concerne l'aviation et l'équipement de la Marine. Cependant, en termes de rapport coûts / technologies les armements russes restent très compétitifs.

Section 2 - Le projet 2002 de réforme de l'armée russe

1 - Evolution du budget de l'armée russe entre 2002 et 2004

Le budget de la Défense russe peut sembler, de prime abord, peu important. Il était de 9,6 milliards de \$ en 2002, contre 8 milliards de \$ en 2001. Toutefois, il est important de le mesurer à la parité du pouvoir d'achat de la Fédération russe. Ainsi, il se situerait entre 45 et 60 milliards de \$. A titre de comparaison, le budget militaire 2005 de la France s'élève à 32,5 milliards d'€ soit 39 milliards de \$.

De plus, il faut noter que ce budget ne concerne que la défense au sens strict du terme. Or, pour avoir une vision complète du budget, il conviendrait de rajouter tous les services et ministères qui effectuent des missions qui en Occident seraient faites par des militaires : MVD, Situations d'urgences, SVR...

A ce titre, après la prise d'otages de l'école de Beslan, Vladimir Poutine a fait de la lutte contre le terrorisme une priorité nationale et a réorienté un budget de la défense initialement plus social. Ainsi, le service du renseignement extérieur, les gardes frontières, le service fédéral de sécurité et le ministère de l'intérieur recevront 1, 7 milliards de \$ supplémentaires. De même, l'armée recevra 3,6 milliards de \$ en plus qu'en 2003 – 2004.

Selon le Président Poutine, le budget de la Défense, au sens large, représente 35% des dépenses de l'Etat et est grevé par de nombreux problèmes en cours de résolution à long terme : location d'une base spatiale au Kazakhstan (Baïkonour), arriérés de salaires des personnels (1,5 milliards de \$), accords de désarmement conventionnel, nucléaire ou chimique, poids du complexe militaro-industriel...Le vrai problème est qu'il n'y a pas de véritable contrôle budgétaire par le parlement, la Douma. Seul le président de la Fédération est habilité à décider des financements et à diriger les forces armées.

2 - Le projet de réforme

Le président Poutine souhaite doter la Russie d'une armée plus compacte et plus mobile. Elle doit être en mesure de répondre efficacement aux nouvelles menaces qui ont émergé depuis la fin de la bipolarisation Est-Ouest.

De plus, le gouvernement russe souhaite que les forces armées puissent combler le fossé technologique qui ne cesse de s'accroître avec l'Occident et notamment avec les Etats-Unis.

En fait, la Russie a pris la mesure de la faiblesse relative de ses forces armées. Certes, l'armée de terre russe a gagné en expérience dans le conflit tchétchène et a acquis des techniques de combat et des connaissances importantes notamment en matière de guerre urbaine, mais les problèmes de financement (notamment des salaires des militaires) l'obsolescence de certains de ses matériels (comme les véhicules de transports de troupes BTR 70 ou BMP1 par exemple), la lourdeur de la chaîne de commandement, l'emploi aléatoire d'effectifs pléthoriques obligent à une refonte des forces terrestres.



Le sous-marin nucléaire Kursk et le prototype de torpille subsonique

De même, la déliquescence de certains matériels de la marine mis en exergue après la catastrophe du sous-marin nucléaire Kursk, le manque d'entraînement, surtout de l'aviation de combat, la pénurie de carburant et de munitions imposent une réforme en profondeur des structures des forces de l'armée russe.

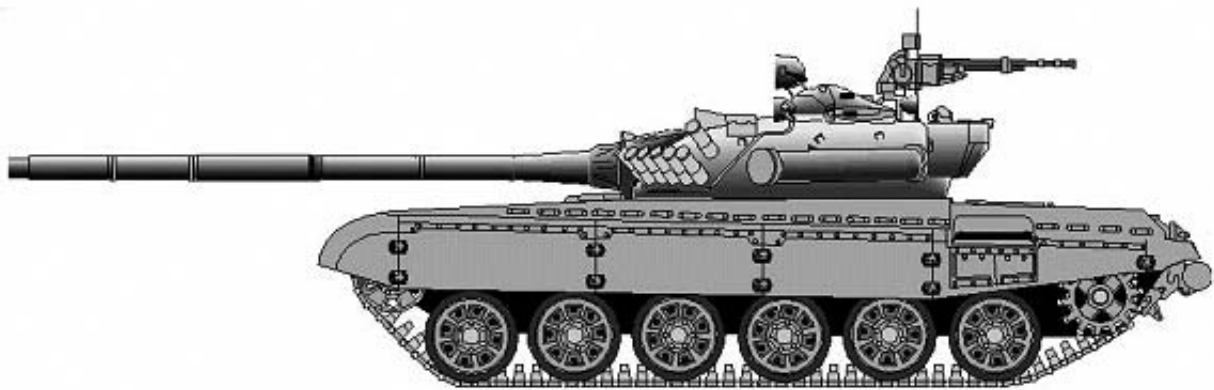
Concernant la marine de guerre russe, il convient de noter que la vétusté des matériels, notamment des torpilles n'est peut être pas la cause du naufrage du Kursk. En effet, ce sous-marin, fleuron de la flotte russe testait lors des manœuvres qui ont causé sa perte un nouveau type de torpilles à la propulsion subsonique (400 à 500 Km/h) révolutionnaire, apparemment capables de couler des portes-avions et dont les militaires chinois souhaitaient se porter acquéreurs. Les Etats-Unis, selon cette thèse, auraient voulu empêcher cette vente qui aurait pu menacer leur primauté maritime sur les mers du globes et notamment dans l'océan Pacifique et ainsi provoquer volontairement ou non la perte du Kursk.

2-1 La professionnalisation

Afin de doter la Russie d'une armée plus compacte et mobile, le Président Poutine entend supprimer progressivement la conscription. Cette volonté est une véritable révolution au sein de l'institution militaire russe et va modifier, si elle est mise en œuvre, la physionomie traditionnelle des forces armées.

La professionnalisation devrait débiter dans des unités pilotes comme la 76ème division parachutiste où tous les personnels seront engagés sur contrat.

Une première phase de professionnalisation avait déjà empiriquement été mise en place lors de la seconde guerre de Tchétchénie. En effet, contrairement à la première guerre où les appelés, souvent mal formés, étaient envoyés en première ligne provoquant des résultats parfois désastreux et un taux d'attrition élevé dans leur rang, la seconde intervention dans le Caucase Sud a vu l'emploi du contingent dans des tâches de seconde ligne. Seuls les conscrits ayant signé un contrat (Kontractniki) pouvaient être envoyés dans la zone des combats. Avec le nouveau projet, les « unités de préparation permanente » au combat devraient avoir un recrutement entièrement contractuel, ce qui empêchera pendant la période de transition l'envoi de conscrits sur les points difficiles de la Fédération.

*Char de bataille T 72*

Malgré son coût, la professionnalisation semble inévitable à moyen terme en Russie. En effet, si les professionnels ne se satisfont pas des conditions de vie rude des appelés et un sergent sous contrat coûtera 40 000 roubles contre 17 000 pour un appelé (respectivement 1000 et 510 euros environ), il est indéniable que les ressources financières sont gaspillées dans l'entraînement sommaire de conscrits souvent incapables d'utiliser des matériels de haute technologie et dont les capacités au combat sont faibles (à l'image de la première bataille de Grozny).

En outre, le gouvernement russe doit désormais compter avec le poids d'une opinion qui rechigne de plus en plus à envoyer des appelés sur les points chauds des frontières sud de la Russie : Comité d'anciens d'Afghanistan et de Tchétchénie, comité des mères des soldats, presse russe, médias internationaux...

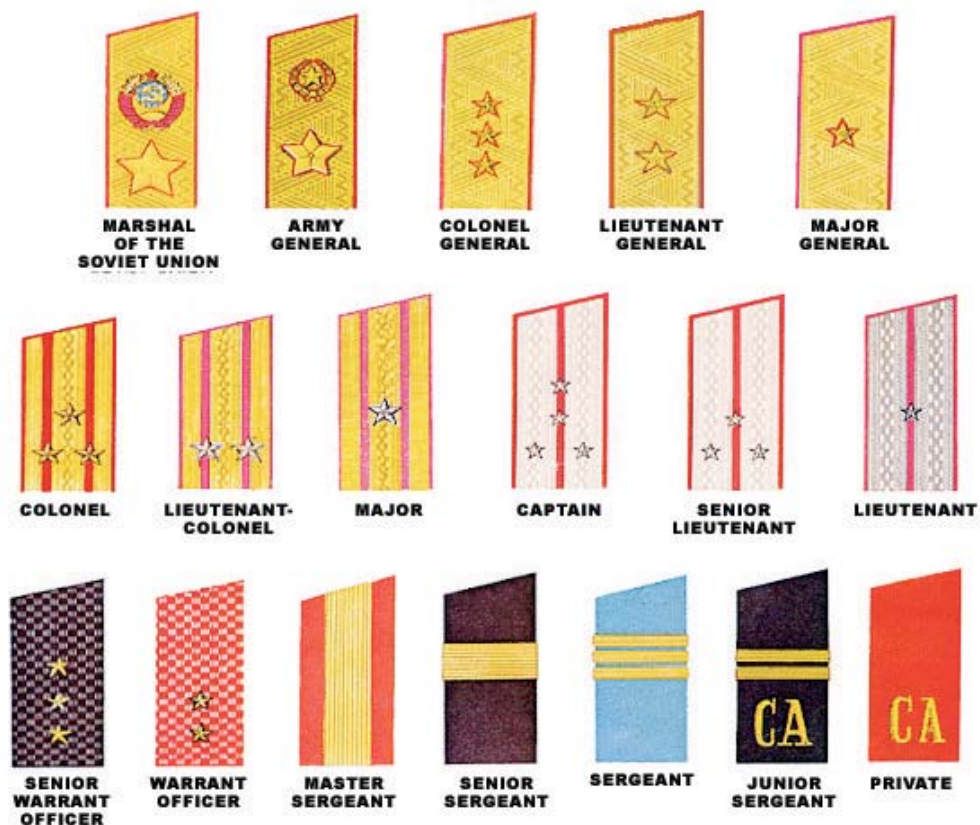
De plus, la Russie connaît une crise démographique importante et si les effectifs de l'armée se maintiennent tel quel, il est probable que d'ici 2005-2007 de nombreuses unités ne seront pas à effectif complet.

2-2 Une nouvelle réorganisation des forces armées

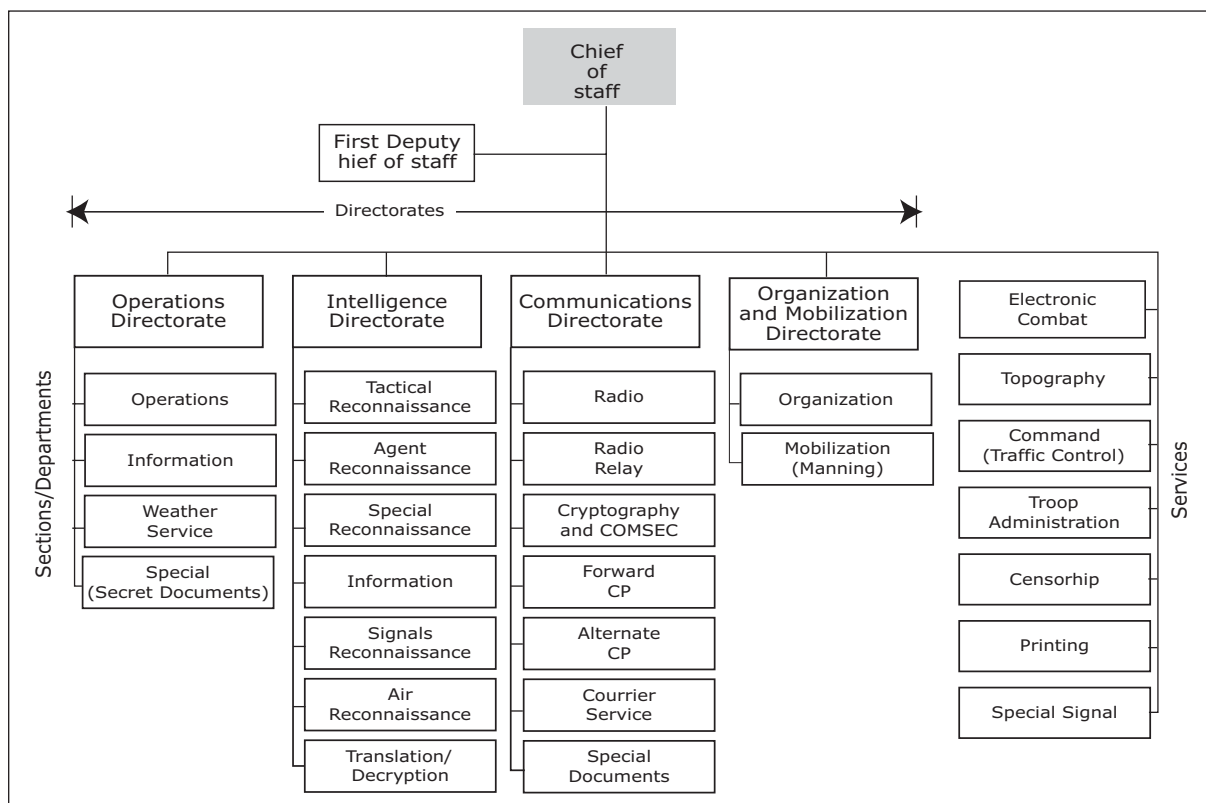
Le but de la réorganisation de l'armée russe est de calquer peu ou prou son organisation sur celui des armées occidentales selon la catégorisation des « trois milieux » : terre, mer, aérospatial.

En fait, la perception de la menace du commandement russe a changé. En effet, si chez de nombreux militaires héritiers de l'ère soviétique, l'OTAN apparaît encore comme une menace potentielle (Kosovo et élargissement de l'Alliance aux anciens pays du Pacte de Varsovie), plus nombreux sont ceux qui se rendent compte, notamment depuis les guerres en Tchétchénie et les attentats post 11 septembre, que le centre de gravité des périls qui mettent en danger la Russie s'est déplacé. Ainsi, la dislocation du monde bipolaire a fait apparaître des conflits de basse intensité impliquant des opérations de maintien de la paix que la Russie ne peut plus négliger pour maintenir son rang de grande puissance internationale. De plus, en son sein même ou sur ses frontières, de nombreux conflits régionaux ont éclaté, l'obligeant à intervenir directement ou indirectement.

Le gouvernement russe prévoit donc pour 2006 que des forces soient placées en état d'alerte permanent sur les frontières sud et asiatiques de la CEI, notamment grâce à la fusion de régions militaires comme la Volga et l'Oural. L'armée russe doit donc à terme disposer d'une dizaine de divisions prêtes en permanence au combat et capables d'agir de concert sur le terrain avec les autres structures de force comme le MVD, les gardes frontières...



Grades de l'armée soviétique puis de la Fédération de Russie.



Etat-major de l'armée russe

L'organisation territoriale va être revue pour faire face rapidement et efficacement à des conflits à la périphérie de la Fédération toujours susceptibles de menacer son intégrité et sa stabilité interne. Contrairement à l'organisation soviétique où les régions militaires n'étaient que des réservoirs de forces pour les armées qui n'intervenaient qu'en direction de l'extérieur de l'Empire, la réforme prévoit un accroissement de leur rôle. Ainsi, à leur niveau, seront concentrés le commandement territorial et le commandement opérationnel interarmées, subordonnés directement à l'état-major général et au ministère de la Défense.

Toutes les structures de forces seront placées sous commandement unique en matière opérationnelle lors d'une crise. Les commandements régionaux devront à l'avenir agréger les forces paramilitaires et militaires dépendant des autres ministères et grands services de l'Etat. Ce système unifié permettra une meilleure interopérabilité, limitant les rivalités entre les différentes structures de forces responsables en partie du désastre des premières opérations en Tchétchénie. Elle devrait aussi réduire considérablement les coûts. Enfin, un système unique d'acquisition d'armes et de matériels pour toutes les forces militaires ou paramilitaires est en train d'être engagé.

Dans la mesure où il est envisagé que la dissuasion nucléaire repose sur des capacités réduites (diminution du poids de la force des missiles stratégiques), les forces conventionnelles et surtout l'armée de terre verront leurs moyens renforcés, même si l'aviation sera sans doute l'arme principale.

L'augmentation des moyens des armées conventionnelles apparaît comme nécessaire au haut commandement russe dans la mesure où le fossé technologique entre les armées de la Fédération et les armées occidentales, surtout américaines, se creusent de plus en plus, notamment en matière de moyens de renseignement, de système de communication et de contrôle.

De plus, les militaires russes craignent les armements de précision de dernière génération de l'Occident susceptibles de frapper les centres de gravité de l'adversaire qu'ils soient politiques, économiques ou militaires ainsi que la NMD (National Missile Defense) des Etats-Unis qui risque de figer pour longtemps l'hégémonie américaine sur le plan militaire.

Dans la mesure, où l'armée russe utilise à 70% des équipements produits il y a 30 ans et que son taux d'équipement moderne n'est que de 30%, il a été décidé de mettre l'accent sur la recherche développement dans les domaines des armes de précisions, de la guerre de l'information et du renseignement.

CHAPITRE 3

LE POIDS DU PASSÉ POLITIQUE ET DE LA GÉOGRAPHIE RUSSE

Le poids du passé, de la politique intérieure russe et de la géographie jouent un rôle très important dans les évolutions récentes et futures de l'appareil militaire russe et de ses doctrines.

En effet, ce sont dans les zones caucasiennes, balkaniques ou centre asiatiques, voir asiatiques (sur la frontière chinoise) que l'armée russe est engagée (Ukraine, Thétchénie, Géorgie, Dagesthan, Ossétie, Kosovo...) ou pourrait l'être.



Section 1 - La politique intérieure russe

1 - La situation interne de la Russie et l'exercice du pouvoir par Vladimir Poutine

1-1 L'accession au pouvoir

Au moment de son accession au pouvoir Vladimir Poutine est un président inattendu, sans véritable passé politique, inconnu de la majorité des Russes. En fait, il a été choisi à la fin des années 90 par un petit groupe d'hommes très riches comme Berezovski dans une Russie sans ordre où Boris Eltsine ne dirigeait plus le pays. De la même manière, le Parti *Russie Unie* a été inventé par ces oligarques pour servir de soutien politique à Poutine.

Boris Berezovski et ses compagnons pensaient que le président Poutine serait un homme de paille qu'ils pourraient manipuler à leur guise, au mieux de leurs intérêts. Ils se sont trompés. Toutefois, la population russe a senti une nette différence entre Eltsine et Poutine, ce dernier ne buvant pas et parlant peu. Il a ainsi redonné de la fierté à un peuple qui avait honte de son président.

De la même manière, contrairement à ce que l'on pense en Occident, l'immense majorité des Russes détestent Michail Gorbatchev pour avoir détruit l'URSS mais surtout son Empire.

1-2 La vision des Russes de leur Président

Vladimir Poutine apparaît donc comme un homme neuf qui change les choses et qui semble faire ce qu'il dit. Toute proportion gardée, les Russes le comparent au général de Gaulle pour la France. Autrement dit, son destin et son devoir sont de sauver la Russie. Dans l'imaginaire collectif d'une bonne partie des Russes, Poutine et la Russie sont donc intimement liés. Celui-ci va donc faire le nécessaire pour redonner au pays son rang, sa puissance, son rôle dans la politique internationale, le respect qu'il lui est dû, ainsi que la stabilité intérieure.



Le Président de la Fédération de Russie Vladimir Poutine

2 - L'exercice du Pouvoir

2-1 L'absence de contre pouvoirs

Il y a, toutefois, une grande différence entre de Gaulle et Poutine. En effet, la France est un pays avec une longue histoire démocratique. Or, en Russie, les mécanismes de contrôle du pouvoir n'existent pas et le président fait ce qu'il veut. A titre d'exemple, le parlement, la Douma, reste une chambre d'enregistrement où domine le parti *Russie unie* de Poutine et où les autres partis politiques d'opposition sont très minoritaires et pour une partie d'entre eux téléguidés en sous main par le pouvoir. De même, il n'existe pas de contre pouvoir judiciaire.

2-2 Le poids du passé politique russe

Surtout, la population ne sait pas ce qu'est la démocratie. Or, l'Occident souhaite voir appliquer ses règles démocratiques dans un pays qui ne l'a jamais été, puisque au cours de son histoire elle a été dominée par le système autocratique tsariste jusqu'en 1917 puis par la dictature du prolétariat du système soviétique jusqu'en 1991. Depuis, elle connaît un système politique plus ou moins autoritaire. La démocratie étant avant tout une pratique, les Russes n'ont pas de compréhension claire des notions de liberté et de responsabilité. Seul prime le vouloir, ce qui explique, dans une certaine mesure, la violence de la société russe.



©copyright 2004 Election-politique.com

La composition politique de la Douma (en bleu le parti Russie Unie)



Le Kremlin et le mausolée de Lénine

Ainsi, lors d'une interview, il a été demandé au président Eltsine « Etes vous démocrate ? » Il a répondu « non, mais peut être vais-je apprendre ». Vladimir Poutine n'est pas différent, c'est un homme soviétique, un « homo sovieticus » comme l'immense majorité des Russes de plus de 30 ans qui ont tous été formés par le système : pionniers, jeunesse communiste, Komsomol, service militaire dans l'armée rouge, entreprises collectivisées, administration communiste, Kolkhoses....Il est donc difficile de changer en une dizaine d'année 85% de soviétiques dans un cadre étatique qui ne l'est certes plus mais où le système de penser et la manière d'agir antérieure demeurent très vivace. Cet état de fait est très peu perçu et compris en Occident. Or, les Russes reprochent aux Occidentaux de pardonner à la Chine Populaire son système politique dictatorial et répressif et d'y investir massivement des capitaux, alors même que rien n'est toléré à une Russie qui, selon sa population, a fait des efforts immenses pour se débarrasser de son système soviétique. Il est vrai que la Russie est un pays européen, du moins culturellement sur le plan de la littérature, de la musique...Mais il faudra attendre certainement 20 ou 30 ans et un renouvellement des générations pour que le changement soit véritablement perceptible. D'autant plus, que s'il existe des groupes de jeunes pro occidentaux, beaucoup appartiennent aux « jeunesses communistes », aux « jeunesses orthodoxes », aux « jeunes Russes » ou encore aux mouvements de jeunesse du parti « Russie Unie » qui soutient la présidence.

Cependant, il faut noter que si le mode d'action politique qui prévaut aujourd'hui en Russie rappelle fortement l'URSS, il n'en demeure pas moins que les institutions soviétiques étaient claires. Aujourd'hui, il y a un flou institutionnel fort avec un multipartisme théorique. L'action du gouvernement est donc floue et inefficace. Ainsi, le Président Poutine a moins de pouvoir qu'il le voudrait et agit surtout par affirmation de l'autorité. La société russe a beaucoup changé et il existe une distance grandissante entre les situations locales et le plan national. Surtout, Vladimir Poutine rencontre des difficultés pour mettre en œuvre sa politique, notamment intérieure, dans la mesure où il n'a plus confiance dans les corps intermédiaires du pays.

3 - Une société contrôlée en pleine crise identitaire

3-1 Le rôle des journalistes

En Union Soviétique, il n'existait pas de journalistes mais des « soldats du front idéologique », autrement dit, des propagandistes. Sous Gorbatchev, ce sont surtout les journalistes qui réagirent au changement. Le poids de toujours ne pas dire la vérité et d'expliquer la politique du parti était tel, que lors du bouleversement politique de 1991, les journalistes, notamment à la télévision, ont très facilement pris le pli de critiquer le gouvernement Eltsine. Au point, de vouloir jouer le rôle de « chevaliers blancs » pourfendeurs du pouvoir. Aujourd'hui, cette période est terminée. La presse écrite semble libre et les titres couvrent tout le panel des idées politiques des communistes de Ziuganov aux fascistes de Ragozian mais elle est très peu lue et le pouvoir laisse donc faire. De même, la radio reste assez libre pour les mêmes raisons. Par contre, la télévision, dont les 3 grandes chaînes nationales russes 1, 2 et 4 comme NTV, est contrôlée par le gouvernement soit directement, soit indirectement via des conglomérats comme GAZPROM qui sont en fait des émanations du pouvoir. L'influence de l'opinion publique se fait ici : pas de critique de l'équipe Poutine ; la Tchétchénie est peu ou pas abordée ; un seul point de vue sur la situation en Ukraine est traité... Les chaînes de télévisions locales sont plus libres. En fait, en la matière, la politique de Poutine est calculée puisqu'il compte sur le réflexe pavlovien des journalistes vis à vis de l'autorité. Ainsi, la censure du pouvoir n'existe pas, se sont les journalistes qui s'autocensurent quasi naturellement.

3-2 Les difficultés de la Russie et la tentation de l'autorité

Vladimir Poutine veut que la Russie se développe sur le modèle de l'Occident, ce qui montre qu'il n'est au fond pas anti occidental. Toutefois, il estime que la démocratie n'est pas la priorité première pour son pays. Pour lui, il convient de développer avant tout l'économie, faire régresser une pauvreté en progression très forte et réduire le fossé grandissant qui sépare les très riches des très pauvres. A ce titre, il faut noter que l'espérance de vie de l'homme russe a fortement baissé et est de 57 ans en 2004, comparable à celle des pays sous développés alors qu'elle était de 70 ans pour l'ensemble de l'URSS en 1983. Beaucoup pensent ainsi qu'il n'y a pas d'avenir et le nombre des suicides augmente fortement.

Le contrôle exercé par la présidence se renforce donc et beaucoup de Russes trouvent ce transfert ou plus exactement ce maintien de la responsabilité sur la seule personne de Vladimir Poutine parfaitement normal puisqu'il se place dans la continuité des Tsars ou des secrétaires généraux du parti communistes. Pour un grand nombre de Russes il n'y a donc pas de différences.

Cette vision est dangereuse pour des spécialistes de la société russe comme le journaliste Vladimir POZNER car selon lui, en l'absence de mécanismes de contre pouvoir, Poutine pourrait être tenté de renforcer l'autoritarisme. A titre d'exemple, la constitution prévoit un mandat présidentiel de 4 ans renouvelable une fois. Or, pour les élections de 2008, Vladimir Poutine pourrait vouloir modifier la constitution pour exercer un 3^{ème} mandat, surtout si le peuple le demande. Sa profession première de membre des services du KGB pousse Poutine en ce sens. En effet, c'est un homme très intelligent, bien formé, qui ne croit personne et vit dans le soupçon.

3-3 Le rejet de l'Occident

Il existe en Russie un sentiment anti occidental très poussé. Les Russes sont devenus très anti américains et anti européens, alors qu'ils ne l'étaient pas nécessairement de prime abord. Ils ont le sentiment que l'Occident ne les aime pas et que l'on se moque d'eux. Or, ils pensent être un grand peuple injustement méprisé. Ce sentiment risque d'être très difficile à changer car le peuple russe a une

très longue mémoire. Il est encore plus nationaliste, avec un fort raidissement identitaire, que du temps de l'empire soviétique où l'internationalisme communiste était souvent mis en avant au détriment des particularismes internes à l'URSS.

Dans le même ordre d'idées, l'Eglise orthodoxe russe, bridée sous les communistes, a retrouvé un large écho dans la population et est très nationaliste et très anti occidentale, avec entre autre raison la brouille entre le Vatican et le Patriarcat de Moscou.

En fait, les Russes souffrent d'un fort problème identitaire. En effet, ils ne sont ni européens, ni asiatiques. Ils affirment être les Russes et entendent suivre une voie spécifique. Surtout les Russes sont à la recherche d'un nouvel idéal. La société est dans une situation peu claire et le futur semble assez incertain, voire dangereux.

4 - La mutation des relations avec l'Occident

4-1 La dégradation des relations Fédération de Russie - Occident

La crise ukrainienne permet de faire le point sur l'état des relations entre l'Occident, dont les Etats-Unis, et la Fédération de Russie. A priori, au beau fixe depuis les attentats du 11/09/01 et la coopération dans la lutte contre le terrorisme international, elles se sont en fait dégradées depuis et sont à l'image de l'opinion d'une majorité des Russes sur les Américains et les Européens.

4-2 La mise en cause d'un monde unipolaire

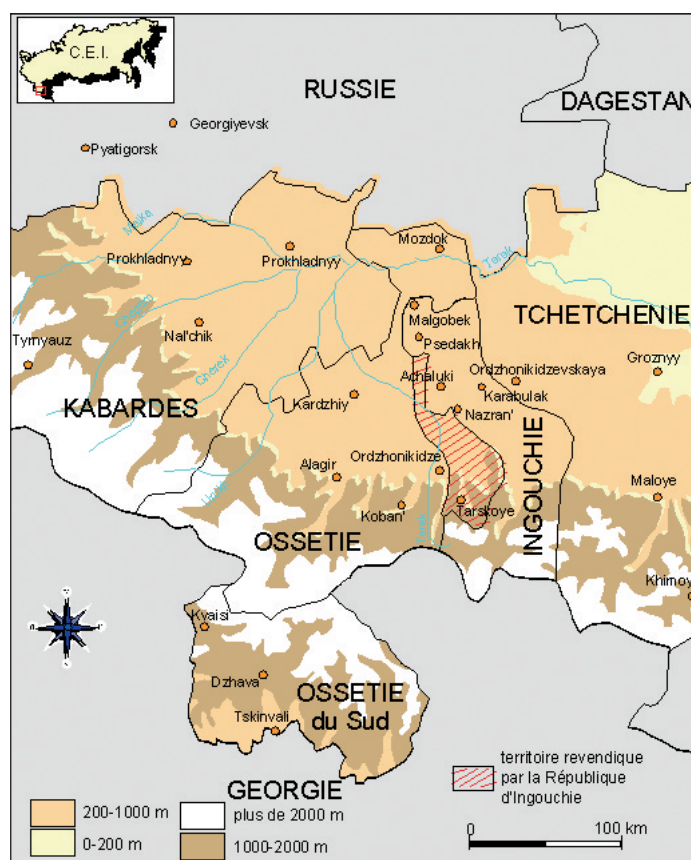


Bombardement de positions tchéchènes par un lance roquettes multiples russe

Lors d'une visite en Inde en décembre 2004 le président russe a jugé, au sujet de la mondialisation, sur un ton, rappelant la Guerre Froide, « extrêmement dangereuse les tentatives de transformer la civilisation créée par Dieu, plurielle...en un monde unipolaire » et d'ajouter « qu'une dictature...ne règle ni n'a jamais réglé le terrorisme...même si cette dictature est enrobée d'une belle phraséologie pseudo démocratique. » Enfin, opposé à la vision d'un monde unipolaire prôné par Washington, Vladimir Poutine souhaite « une coopération Russie – Inde - Chine hors de la logique des blocs ».

On peut se montrer pessimiste sur l'avenir de la Russie de Vladimir Poutine. On peut craindre ainsi, en l'absence de contre pouvoirs forts et d'un manque de pratique démocratique du peuple russe, un renforcement de l'autorité. De même, un raidissement identitaire de la population en réaction à un Occident qui semble ne pas vouloir voir les efforts accomplis par la Russie depuis la dislocation de l'URSS et de son Empire est possible. L'avenir de la Russie apparaît donc être entre les mains des nouvelles générations, des pouvoirs locaux et des classes sociales qui émergent grâce à la libéralisation de l'économie.

Section 2 - Le Caucase



Carte du Caucase

Depuis l'effondrement de l'Union soviétique, le Caucase a subi des mutations profondes. Ainsi, la région a connu un fort recul stratégique de l'influence russe. Ceci se remarque sur le plan sémantique puisque les Soviétiques parlaient de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie comme de la Transcaucasie alors qu'aujourd'hui ils en parlent comme du Sud Caucase.

La Russie est donc devenue un partenaire régional extérieur. Cependant, le Caucase reste un foyer actif de tensions pour la Fédération russe. Par ailleurs, le Caucase est devenu une région test pour nombre d'acteurs dont la Russie, mais également l'Europe et les Etats-Unis.

1 - Le Sud Caucase

Il convient de faire une distinction entre le Sud Caucase et le Nord Caucase. En effet, au Sud Caucase, on assiste à un basculement géopolitique. Les frontières se ferment au nord avec la Russie mais s'ouvrent au sud sur l'Iran et la Turquie. Ces deux pays représentent, par exemple, 15 à 30% du commerce extérieur avec la Géorgie. De plus, le désenclavement ne se fait plus selon un axe nord sud comme sous l'URSS, mais est ouest avec l'ouverture de deux voies, l'une pour le pétrole par oléoduc via Batoumi-Bakou (INOGUEST), l'autre par route pour le transport de fret (Tracé K).

Parallèlement, on assiste à une réorientation du commerce extérieur de cette région. Avant 1991, 95% du commerce extérieur du sud Caucase se faisait avec l'URSS, aujourd'hui la CEI ne représente que 35% des échanges.

De même, il y a une modification des partenariats géostratégiques, car si l'Arménie, la Géorgie et l'Azerbaïdjan font partie de la CEI, ils s'éloignent de plus en plus de la Russie. En effet, la mise en place du GUUAM (Géorgie, Ukraine, Uzbekistan, Azerbaïdjan, Moldavie) au sein de la CEI (*dont l'objectif majeur est de rechercher des principes de coopération qui permettraient aux membres de bénéficier d'une large autonomie dans la mise en valeur des énergies de la mer Caspienne*) apparaît comme une alternative à la politique de Moscou. Toutefois, il faut noter un aspect particulier dans ces évolutions : elles intègrent mal l'Arménie. En effet, en raison du conflit du Haut Karabakh elle se trouve isolée. De plus, contrairement à ses voisins qui prônent l'intangibilité des frontières héritées des empires russe puis soviétique, elle admet les changements des frontières soviétiques. De même, à Erevan, la CEI a signé un texte de sécurité collective sous patronage russe. Il semble donc que deux alliances stratégiques se mettent en place dans la région. D'une part, un système d'alliance stratégique qui englobe l'OTAN, la Turquie, la Géorgie, l'Azerbaïdjan, contre d'autre part un système qui comprend la Russie, l'Arménie et l'Iran. Or, il faut voir que toutes les tentatives pour régler le problème du Haut Karabakh ont jusqu'ici échoué.



Carte politique et administrative de la Fédération de Russie

En fait, la situation réelle de ces Etats correspond à une situation de tension permanente en raison des effets des conflits mal éteints, gelés et non réglés qui ont secoué la région : Ossétie, Abkhazie, Adjarie... La conséquence directe de ces conflits est que plus d'un million de personnes ont été déplacées et mises, en vertu d'une méthode héritée des soviétiques, dans des zones sensibles susceptibles de dégénérer en autant de conflits potentiels.

En outre, ces pays connaissent un grand laxisme en matière de lutte contre la corruption et sont donc devenus des plaques tournantes incontournables pour tous les trafics d'armes, de matières premières ou sensibles mais également d'êtres humains.

La situation de la région est incertaine. En effet, la conjoncture économique et sociale est désastreuse au point qu'une part très importante de la population a fui ou cherche à fuir ces pays, notamment l'Arménie vers l'occident et surtout la Russie.

Sur le plan politique, la situation est difficile. La pratique de la démocratie est caricaturale car le fonctionnement quotidien reste fortement clanique, la corruption et le népotisme sont la règle. Toutefois, il faut noter qu'il existe, par tradition, une véritable opposition politique active, susceptible de remettre en cause les pouvoirs politiques en place.

Sur le plan économique, ces pays ont connu un effondrement majeur en raison des conflits passés. Actuellement une renaissance économique leur est proposée. Cependant, celle-ci repose sur le «tout pétrole» qui apparaît comme la panacée. Or, le tout pétrole semble délicat à mettre en œuvre. En effet se pose le problème des réserves. Les experts ne sont pas d'accord quant à la quantité réelle de ces réserves. De plus, les hydrocarbures de la région se trouvent principalement en mer Caspienne et surtout du côté russe et kazakh. Sans compter qu'il est accaparé par les clans au pouvoir au Caucase.

L'aide économique européenne est modeste et fluctuante. De plus, le Caucase n'est pas intégré dans un ensemble à l'image des Etats Baltes qui font partie de la dimension nordique de l'Europe. Enfin, les Etats-Unis n'apportent leur aide pratiquement qu'en matière de pétrole.

2 - Le Nord Caucase

Géographiquement, la Russie est le plus peuplé des Etats du Nord Caucase. La présence russe se situe principalement au nord ouest de la région. Toutefois, de nombreux experts estiment que les Russes doivent se désengager du Caucase. A ceci, Vladimir Poutine répond par le principe de l'intégrité territoriale de la Fédération de Russie. En fait, cette dernière se trouve face à un double défi. Un défi interne, car elle doit maintenir l'unité de la Fédération et un défi externe, car elle doit redéfinir ses relations avec les pays indépendants du Sud Caucase.

De plus, elle se trouve dans une impasse en Tchétchénie. En effet, ce conflit s'apparente à un conflit de décolonisation qui présente la particularité de se passer sur le territoire même de la métropole, avec la création d'une base propice au terrorisme, à l'islamisme et au banditisme.

A l'intérieur de la Tchétchénie il y a un effondrement de tout le système de régulation intérieure. Par deux fois, les Russes sont passés à l'offensive, avec beaucoup plus de succès en 1999 et le soutien de leur opinion publique. Mais le conflit n'est pas fini et se transforme en une impasse politique à la fois pour le Kremlin et les Tchétchènes.

Ainsi, même si actuellement Moscou contrôle toute la partie «utile» de la Tchétchénie, elle a ouvert des négociations avec les séparatistes. Il faut comprendre que le conflit tchétchène s'inscrit dans un mouvement qui symbolise la crise du système russe. Il apparaît donc logique que le président Poutine cherche à reprendre le contrôle des régions sécessionnistes et plus largement le contrôle de l'administration fédérale au Caucase ; même si cette reprise en main se heurte au problème spécifique de la gérance du pouvoir par des clans locaux et ethniques comme l'a montré l'assassinat du président pro-russe Kadirov en 2004..

Cette remise au pas semble également être une stratégie dynamique des Russes sur l'ensemble des frontières méridionales de la Fédération de Russie. Ce redéploiement stratégique russe ne veut vraisemblablement pas remettre en cause les indépendances des trois républiques du Sud Caucase, mais s'apparente bien plus à une tentative de rééquilibrage des forces en présence dans la région.

Section 3 - L'Ukraine et la Biélorussie

1 - La Biélorussie

D'une superficie de 208 000 Km², peuplée de 10 147 000 habitants, située entre la Pologne et la Russie, la Biélorussie est peuplée de 80 % de Biélorusses de souche, d'environ 10 % de Russes, le reste de la population étant d'origine polonaise. Sous le nom de Russie blanche elle a été longtemps intégrée au Grand-Duché de Lituanie unie à la Pologne. Entre 1772 et 1793, les deux premiers partages de la Pologne donnèrent la Biélorussie à l'empire russe. Durant la période soviétique, elle est rattachée à l'URSS. En 1991, lors de la chute de l'URSS, la Biélorussie proclame son indépendance et adhère à la communauté des Etats Indépendants (CEI). En 1994 Alexandre Lukashenko est élu à la présidence. Il exerce dès lors un pouvoir autoritaire et sans partage. Profitant des liens culturels et économiques forts avec le grand frère russe, il est l'artisan d'un rapprochement politique avec la Russie. Cette dernière pour l'instant, n'a pas de difficulté pour maintenir la Biélorussie dans son orbite. Des accords économiques, politiques et de défense lui permettent de téléguider la politique de la Biélorussie. Cependant, l'exemple de l'Ukraine, un pouvoir par trop autoritaire rappelant fortement celui des Soviétiques, et le voisinage d'une Pologne démocratique et membre de l'Union européenne peuvent laisser craindre à Moscou un éloignement à terme si l'opposition biélorusse, jusque là muselée, arrivait à faire entendre sa voix.

2 - L'Ukraine

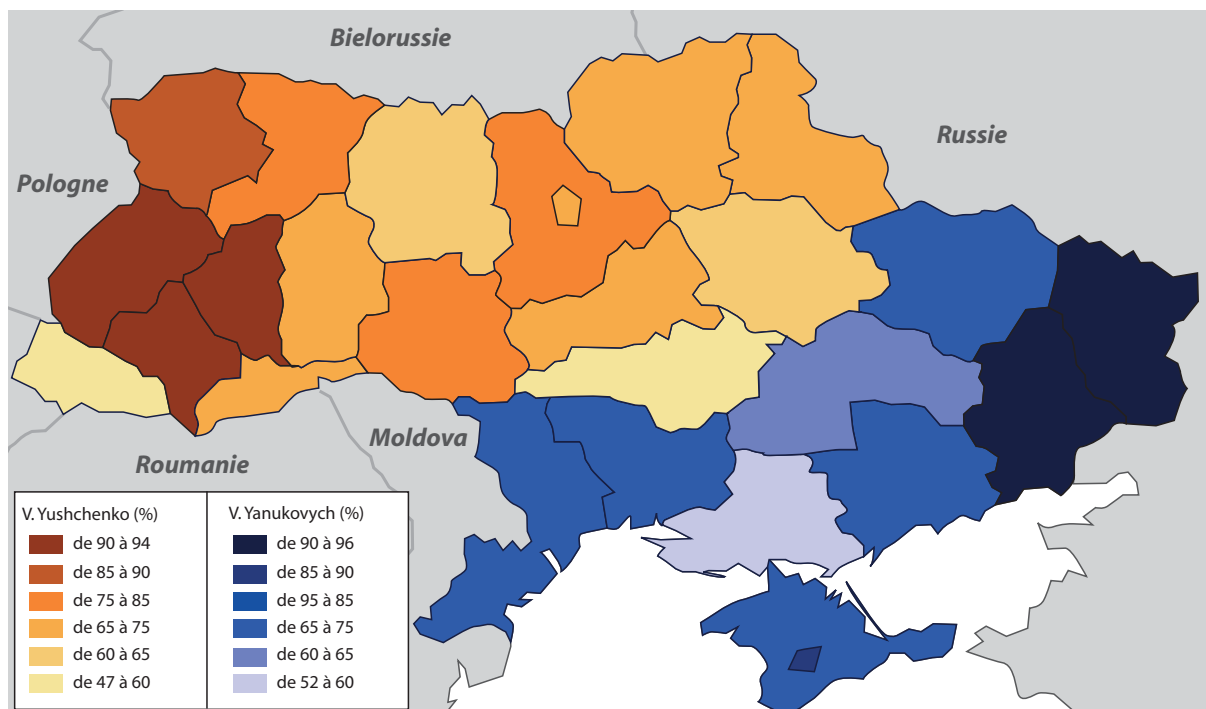


« La révolution orange » à Kiev, Ukraine

Avec la révolution orange et l'élection, chaotique mais résolue, de Victor Ioutchenko à la tête de l'Etat ukrainien, l'Ukraine semble vouloir basculer dans le camp occidental et s'affranchir de la tutelle de Moscou par une intégration progressive dans l'OTAN et surtout dans l'Union Européenne. Pour Moscou la perte d'influence dans ce pays de 604 000 Km², peuplé de 49 112 000 d'habitants, véritable grenier à blé de l'ancienne URSS, possédant de nombreuses mines de manganèse et de charbon, ainsi que du gaz naturel serait difficile à gérer. En effet, l'Ukraine, avec la Biélorussie, est l'ultime glacis défendant à l'ouest contre l'Occident le territoire russe et impliquerait pour ce dernier une perte conséquente de profondeur stratégique. Sans compter que de nombreux Russes (environ 20% de la population) vivent en Ukraine dans les régions est et sud de la Crimée, du Donbass et de Donetsk et que les bases de la flotte russe de la Mer Noire sont en Crimée, notamment à Sébastopol.

De plus, historiquement, depuis le IX^{ème} siècle, l'histoire de la Russie se confond avec celle de l'Ukraine. Cette dernière dans sa partie Est appartient à l'ensemble russe depuis 1676, l'Ouest de l'Ukraine ayant été progressivement occupé, comme la Ruthénie subcarpatique, lors des différents partages de la Pologne et comme la Galicie en 1918 au moment du démembrement de l'empire Austro-Hongrois. Les liens historiques et sentimentaux sont forts. A titre d'exemple, les mots « Russie » et « russe » viennent des Rus d'origine scandinave qui ont fondé la principauté de Kiev au IX^{ème} siècle. De même, la différenciation entre Russes blancs ou Biélorusses, Petits-Russes ou Ukrainiens et Grands-Russiens ou Russes est assez récente et date de la fin de l'occupation mongole au XIV^{ème} siècle. La Fédération de Russie a donc une réaction d'empire qui est en but au problème identitaire de ne plus l'être. Ainsi, presque toutes les ex-Républiques soviétiques sont désormais indépendantes et les Russes estiment que la grande majorité de ces peuples ne souhaitent pas quitter l'empire ; y compris l'Ukraine. Pour la Russie, le détachement des républiques d'Asie centrale a été vécu plus facilement puisque ces peuples sont de cultures, de langues, de religion différentes et que l'histoire les a souvent opposés. Apparemment, les relations entre les pouvoirs russes et ukrainiens semblent s'harmoniser.

Toutefois, une partition de l'Ukraine entre l'Ouest favorable à l'Europe et l'Est fidèle à Moscou n'est pas à exclure et pourrait dégénérer en crise ouverte si les populations russes vivant en Ukraine sont ou se sentent menacées et si Moscou décide d'appliquer sa doctrine en la matière.



Résultat du nouveau second tour de l'élection présidentielle en Ukraine, 2004

Section 4 - Les Balkans

1 - Situation générale des Balkans

Le principal problème des Balkans (dont le terme provient du mot turc montagne) tourne autour du cas yougoslave. Le bilan de l'écroulement de la Yougoslavie est désastreux en raison notamment de l'incohérence des politiques européennes en 1990 et du peu d'intérêt que les Etats-Unis avaient pour cette région à cette époque. Ainsi, lors de l'éclatement de la fédération, les Français et les Britanniques ont essayé de proposer à Belgrade une transformation de la fédération en une confédération. Cette proposition s'est heurtée à l'intransigeance de Slobodan Milosevic qui était favorable à un centralisme au bénéfice des seuls Serbes..

Les pays nouvellement créés veulent éviter une modification des frontières. En effet, si les Etats se sont multipliés, les frontières n'ont pas été modifiées à l'intérieur de l'ex-Yougoslavie, même si de nombreuses populations ont été contraintes à changer de lieu. En tout état de cause les nouveaux Etats acceptent le statu-quo de la conférence de Dayton, c'est à dire les frontières établies.

Aucun état de la région ne souhaite une déstabilisation des Balkans aujourd'hui. Ainsi, les gouvernements coopèrent et se heurtent aux extrémistes qui luttent en faveur des grandes Serbie, Croatie, Albanie, Roumanie, Hongrie. Il faut noter à ce propos que les nationalismes idéologiques sont devenus beaucoup plus affairistes, dans la mesure où il existe désormais une complicité entre l'extrémisme et les milieux de la mafia. Ces deux pôles génèrent et se nourrissent des tensions de la région. Ces groupes maffieux, en particulier au Kosovo, se sont constitués pour la plupart dès les années 1970. En effet, la Yougoslavie de Tito a toléré la liberté de circulation pour ses citoyens beaucoup plus facilement que dans les autres pays communistes. Ainsi, plus de 100.000 Kosovars sont partis légalement travailler en Occident, notamment en Suisse, et ont joué un rôle déterminant dans les Balkans en créant des filières de trafics d'armes par exemple. Il est d'ailleurs symptomatique que ces milieux étaient hostiles à la chute de Milosevic car ils avaient conscience de perdre beaucoup d'argent.

2 - Analyse de la situation des acteurs de la région

Le Monténégro a actuellement des velléités d'indépendance vis à vis de la Serbie. Or, si cette dernière perd le Monténégro elle doit renoncer, au-delà du symbole, à son seul accès à la mer et se retrouve enclavée. Sur le plan de la politique intérieure, les Serbes d'une république fédérale rappelant la Yougoslavie défunte, sont dans l'ensemble favorables pour garder le Monténégro et le Kosovo.

La population se partage entre les nostalgiques de l'ère Milosevic que l'on retrouve dans une partie de l'armée, de la police et de l'administration locale et les intellectuels et les jeunes qui souhaitent une accélération de la démocratisation de la société. En fait, l'actuel gouvernement ne maîtrise pas totalement la situation, étant lui-même de nature nationaliste modérée.

La Bosnie, l'Albanie et la Macédoine sont sous perfusion de l'Occident et le risque existe pour ces nations, sans la présence militaire internationale, de sombrer dans la guerre civile (surtout la Bosnie).

La Roumanie et la Bulgarie sont des pays également très en retard mais qui ont des objectifs différents à savoir l'entrée dans l'Union Européenne et l'OTAN.

La Grèce et la Turquie sont toujours en situation de conflit larvé mais possèdent des similitudes quant à leur position dans l'OTAN. Toutefois, une «diplomatie des tremblements de terre» s'est fait jour, et l'entrée de Chypre dans l'Union Européenne, tend à rapprocher les deux pays.

Enfin, la Moldavie, le 5 juillet 2000, est le premier pays de la région qui ait vu la victoire d'un parti communiste aux élections.

3 - L'attitude des grandes puissances dans les Balkans

Avec la tournée du ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie Ivanov dans les Balkans, on a assisté à un retour de la diplomatie russe dans cette partie du monde, absente depuis la chute de l'URSS.

Les Russes s'opposent ainsi systématiquement à toute idée d'indépendance du Kosovo. Il est à noter que les liens entre la Russie et la Serbie, même s'ils ont été atténués sous l'ère Tito soucieux de trouver une voie médiane entre l'Occident et l'URSS, ont longtemps été très forts.

La Russie tsariste a été une alliée objective des Serbes dans leurs luttes contre les dominations ottomanes, autrichiennes et allemandes.

A titre d'exemple, la première guerre mondiale a commencé au sujet des Balkans par l'invasion autrichienne de la Serbie suivie en riposte de la déclaration de guerre de la Russie à l'Autriche, puis de l'Allemagne à la Russie et enfin par le jeu des alliances de l'Allemagne à la France et de la Grande Bretagne à l'Allemagne et l'Autriche.

Les Etats-Unis ont une attitude à l'égard des Balkans qui évolue. Ainsi, l'administration Bush a voulu à la fois regrouper ses forces présentes dans les Balkans et rapatrier un certain nombre de soldats surtout après les attentats du 11/09/01.

Enfin, l'Europe est consciente que sa présence est indispensable pour la stabilité des Balkans mais nécessite une meilleure coordination des politiques extérieures des membres de l'UE. Il se développe l'idée de créer une Euro région dans les Balkans, mais cette vision se heurte au problème récurrent des mafias.

La Russie joue donc la carte sinon panslaviste du moins pro slave pour garder une marge de manœuvre dans les Balkans, notamment depuis le désengagement progressif des Etats-Unis. D'ailleurs, en visite à Ankara en décembre 2004, le Président Poutine profitant de la crise en Ukraine pour ranimer les vieux démons de la Guerre Froide a critiqué un Occident agissant avec « un casque colonial » notamment en faisant allusions aux bombardements de l'Otan sur la Serbie lors de la crise du Kosovo.



Le Kosovo sous mandat de la KFOR

CHAPITRE 4

LE POIDS DE L'AFGHANISTAN ET DES GUERRES EN TCHÉTCHÉNIE

Depuis 1979 l'armée rouge puis l'armée russe, depuis 1991, n'a pas cessé de combattre dans des conflits très durs contre des combattants expérimentés, souvent formés par elle même, sur des théâtres d'opérations aux compartiments de terrain montagneux et difficiles.

Après de nombreux échecs souvent cuisants, l'armée russe a appris à s'adapter à ses adversaires et à faire face en inventant de nouveaux procédés et de nouvelles tactiques.

L'Afghanistan puis la Tchétchénie ont ainsi été à la fois le tombeau de l'armée rouge mais également le facteur de renaissance de l'armée russe.



Fantassin soviétique



Et son adversaire moudjahidine afghan

Section 1 - La guerre en Afghanistan

L'armée soviétique entre 1979, date de son entrée en Afghanistan et 1991, date de son retrait, a mené une guerre de type asymétrique contre les moudjahidines afghans où elle a perdu, selon les chiffres entre 14 000 et 20 000 hommes soit quatre morts par jour (à titre de comparaison les américains comptaient 19 morts par jour pendant la guerre du Viêt-Nam).

Ce Viet-nâm russe peut s'expliquer de différentes manières. En effet, d'aucuns s'accordent à penser que l'Union soviétique était incapable de mener à son terme ce conflit en raison de la déliquescence de son système politique et de la faillite de son système économique.

Pourtant, l'armée rouge en 1979 est considérée comme la plus forte armée conventionnelle du monde. Elle menace, ainsi, directement, avec l'aide des pays du Pacte de Varsovie ou de pays frères comme Cuba, les Etats d'Europe occidentale et leur allié américain et elle a déjà mené avec succès de nombreuses opérations de déstabilisation ou de conquête comme en Afrique lusophone par exemple.



Fantassins russes évacuant un blessé sous le feu ennemi

En fait, en Afghanistan, l'Union soviétique est confrontée à l'inadéquation entre ses doctrines et la réalité du théâtre, tant sur le plan du terrain que des adversaires, des matériels utilisés ou des doctrines d'emploi.

En effet, l'armée rouge, sur le plan de la doctrine et de l'entraînement des troupes était parfaitement prête pour la « grande guerre » (en référence à la Grande guerre patriotique de 1941 - 1945 contre les armées de l'Allemagne nazie) contre les armées occidentales dans les plaines d'Europe centrale où le feu et la manœuvre des masses de blindés et d'artillerie auraient dû emporter la décision.

Aussi, les troupes engagées en Afghanistan étaient structurées et entraînées pour combattre dans les plaines de l'Est européen sur un terrain plat dominé par des formations massives de chars lourds, des assauts brusques destinés à rompre les lignes de défense adverses suivis d'une exploitation rapide.

C'était donc une doctrine qui privilégiait la recherche rapide d'une victoire décisive. Cette vision se retrouve aujourd'hui dans les opérations coups de poings des forces spéciales russes lors de la prise d'otage du théâtre de Moscou ou lors de la prise d'otages par des commandos tchétchènes de l'école n°1 de Beslan.

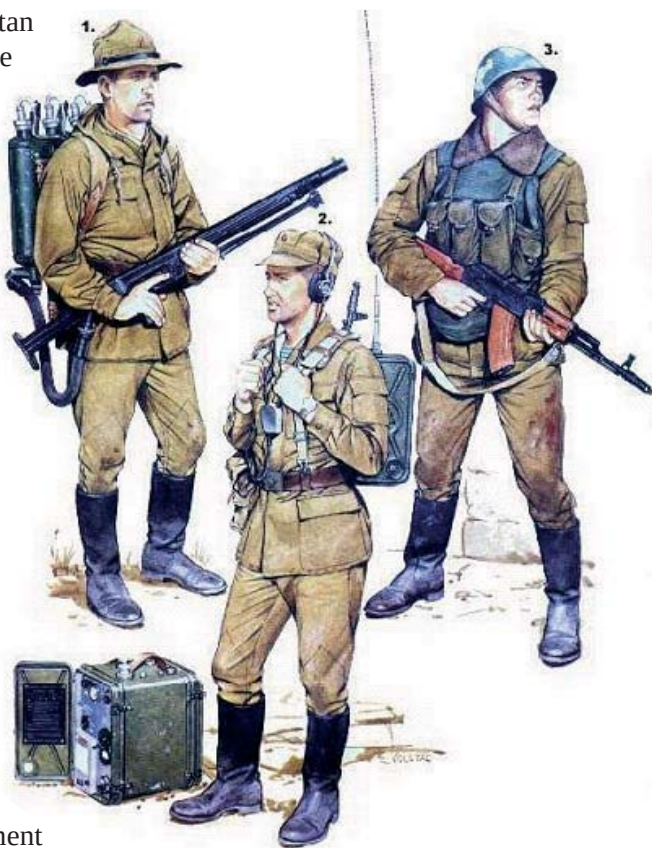
En Afghanistan, l'objectif soviétique initial était le rétablissement de l'armée régulière afghane et son emploi contre les rebelles. Toutefois, le soutien de la population à la résistance fut tel que les soviétiques durent mener des actions de destruction de villages ou de zones, d'installation de mines et de pièges, de bombardements au napalm, d'empoisonnement de puits pour forcer la population à abandonner les zones dans lesquelles opérait la guérilla.

En Afghanistan, les soviétiques utilisèrent les différents armement d'une superpuissance industrielle : chars T64, T72 ou T80, artillerie types canons ML-20, S.23 de 152 mm, avions Sukoï 27, hélicoptères Mi 24 Hind... Mais il leur a manqué une infanterie légère et mobile pour traquer les moudjahidines.

De même, le soldat russe a eu du mal à s'adapter aux conditions du conflit. Des équipements trop lourds, non transportables et difficiles d'emploi sur les compartiments de terrain particuliers d'Afghanistan gênèrent son action. Ainsi, le gilet pare-balles pesait 16 kg, la mitrailleuse de 12,7 mm sans son tripode 34 kg, le lance grenade 30,4 kg,

Cependant, les Soviétiques, afin de combler ces lacunes, ont largement utilisé les hélicoptères (comme les Américains au Vietnam) qui leur apportèrent une grande mobilité tactique et une importante puissance de feu. Cependant, l'emploi des hélicoptères se fit selon deux doctrines différentes. L'une entre 1979 et 1985, où les Soviétiques se servaient des hélicoptères dans le cadre de missions de destruction. L'autre entre 1985 et 1989 où ils les employèrent plutôt comme un moyen de transporter des forces spéciales derrière les lignes des moudjahidines. L'introduction des missiles Stinger américains en 1986 fut d'ailleurs une réponse aux succès de cette seconde doctrine.

Les Afghans furent très motivés dans leur lutte contre les Russes, les destructions occasionnées par les Soviétiques renforçant leur volonté, accroissant le nombre des partisans de la rébellion. La religion et notamment le djihad fusionna l'idéologie islamiste avec la cause nationaliste. A contrario, les Russes voulurent à tout prix éviter une internationalisation du conflit et tentèrent d'en contenir la violence. Ils ne déployèrent donc jamais plus de 115 000 hommes en même temps sur le théâtre. Ils évitèrent les actions sur le territoire pakistanais, pourtant sanctuaire de la rébellion et base du soutien américain. Ils tentèrent de consolider le gouvernement afghan afin de pouvoir rapatrier leurs troupes en URSS



Uniformes de soldats russes en Afghanistan (1979 – 1989)



Hélicoptère d'assaut Mi 24 Hind

d'où l'accent mis sur les campagnes aériennes dans les dernières années du conflit, incapables de réduire les caches des rebelles.

Les Soviétiques durent faire face à un ennemi refusant les lignes de front et la bataille décisives, se repliant lors des offensives et pratiquant un combat « hit and run » (tir et repli) par groupes de 20 à 50 hommes lors d'embuscades. Face à cela, 30% à 40% des forces de l'armée rouge déployées sur le terrain furent ainsi dédiées à la protection des

bases, des entrepôts, de certaines villes et des voies de communication, le reste des troupes étant dispersées dans les vallées et montagnes à la recherche des guérilleros.

Section 2 - Les guerres en Tchétchénie

Les guerres en Tchétchénie sont les premières opérations menées par les forces militaires russes depuis la guerre en Afghanistan. Ce sont surtout les premières actions militaires d'envergure menées depuis l'éclatement de l'Union soviétique et la renaissance de la Russie en tant qu'entité politique à part entière.

La Tchétchénie se situe au Nord du Caucase, au sud de la Fédération de Russie, entre le Daguestan à l'est, l'Ossetie-Ingouchie à l'ouest et la Géorgie au sud. Sa surface est de 19300 Km². Elle est peuplée de 1 300 000 habitants dont 53% de Tchétchènes, 12% d'Ingouches et 29% de Russes. Elle se divise en deux zones géographiques distinctes, l'une qualifiée de « pays utile » par les Russes au nord du pays avec la capitale Grozny et la plupart des ensembles urbanisés, l'autre comprenant le sud du pays montagneux. La Tchétchénie est fondée sur une société complexe de type clanique avec de forts liens familiaux et religieux.

Islamisés au XVII^{ème} siècle, les Tchétchènes luttent contre les Russes entre le XVIII^{ème} et le XIX^{ème} siècles et sont vaincus en 1859. Le héros de cette guerre est l'imam Chamil (1797 – 1871) dont l'un des chefs de la résistance actuelle, Chamil Bassaïev, se présente comme un héritier.

En 1936, Staline crée la République de Tchétchène-Ingouchie, supprimée en 1944 suite à une insurrection suivie d'une déportation de la population au Kazakhstan. Recréée en 1956, la République tchétchène se sépare de la Fédération de Russie en 1991 sous l'impulsion de Djokhar Doudaïev, ancien général de l'aviation stratégique soviétique. En 1993, ce dernier proclame l'indépendance de la République. Dès lors Moscou tente de déstabiliser Doudaïev en fomentant une opposition armée, appuyée par le FSK (contre-espionnage russe). Fin 1994, les premiers combats ont lieu entre les deux factions et l'opposition à Doudaïev est vaincue. Dès lors, le gouvernement d'Eltsine n'a d'autre choix que d'intervenir militairement : il s'agit d'éviter que cette sécession ne se communique à d'autres républiques de la région et que la Russie ne puisse pas maintenir « un fédéralisme à union forte ». Une action conjointe des forces du ministère de l'Intérieur (MVD) et des forces armées et du FSK est entreprise.

En outre, des raisons économiques et politiques s'ajoutent à cette raison historique pour justifier l'intervention russe : la région possède des réserves d'hydrocarbures et permet de contrôler des oléoducs et des gazoducs qui ravitaillent en énergie les puissances régionales voire internationales.



Le chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev

Dès le 8 décembre 1994, les Russes établissent un blocus économique, puis interviennent militairement à partir du 11 décembre. Ils se lancent dans une lutte qui va durer dans un premier temps de 1994 à 1996 puis dans un second temps de 1999 à aujourd'hui sans que le problème, vu de Moscou, soit toujours résolu.

Les Russes ont été vaincus lors de la première guerre en Tchétchénie ; mais ils ont tiré les enseignements de leurs échecs afin de reprendre le contrôle de la situation lors de la seconde guerre.

Les deux batailles de Grozny sont caractéristiques de la doctrine russe en matière de combat en zone urbaine, même si les guerres en Tchétchénie, notamment avec les opérations dans le sud du pays - dans les gorges de Chatoï et dans la région de Védéno - ne se résument pas uniquement à des combats en zone urbaine.



BTR 70 en action de franchissement



Bombardement de Grozny

1 - La première bataille de Grozny

La ville de Grozny compte dans les années 1990 une population d'environ 400 000 habitants et se décompose en deux secteurs urbains très différents.

D'une part, le centre ville, avec des constructions de type soviétique abrite les bâtiments administratifs et les immeubles d'habitation. Il est sillonné de larges avenues et de places. Il est essentiellement peuplé de Russes.

D'autre part les quartiers périphériques se composent de maisons individuelles en bois beaucoup plus fragiles, habitées principalement par les Tchétchènes.

En décembre 1994, les militaires décident de prendre le contrôle de la ville. A cet effet, ils emploient la même tactique que celle utilisée lors du coup de force sur Kaboul en 1979. A l'époque, des spetsnaz (forces spéciales) de l'armée de terre et du KGB s'étaient emparées du palais présidentiel du président Amin et avaient physiquement éliminé ce dernier.

Ainsi, le 31 décembre 1994 une colonne blindée russe s'élance vers le cœur de la ville et le centre du pouvoir mais se retrouve bloquée sur la place du palais présidentiel, sans soutien d'infanterie, sous les tirs d'armes antichars tchétchènes.

Les Russes avaient présupposé que les Boïvikis, force de guérilla par excellence, se replieraient dans les montagnes. Or, les dirigeants tchétchènes font le pari inverse en défendant le palais présidentiel, centre du pouvoir indépendant.

Ils utilisent un environnement tactique favorable à la guérilla urbaine, avec des abris en béton, des ruines, des caves, des champs de tirs aménagés dans les rues et des dépôts, et misent sur la forte concentration de journalistes présents dans la capitale pour faire l'écho de leur lutte, voire de leur succès.

Pour tenir en échec les Russes, les Tchétchènes - environ 7000 combattants contre 50 000 Fédéraux - constituent des unités de combattants très mobiles, pratiquant une tactique fluide et décentralisée. Ces unités sont divisées en compagnies de 75 hommes, elles-mêmes divisées en sections de 24 combattants, subdivisées en unités décentralisées de trois groupes de huit hommes. Ces groupes, unités de base tchétchènes, comprennent trois grenadiers voltigeurs armés de fusils d'assaut Kalachnikov AK 47 ou AK 74, deux tireurs antichar armés de RPG-7, RPG-16 ou RPG-18 (plus rarement de missiles antichar Fagot), deux tireurs FM armés soit de mitrailleuses légères RPK ou PK en 7,62 mm ou 5,45 mm, et un tireur d'élite équipé d'un fusil Dragunov.



Blindés russes en Tchétchénie

A côté de ces équipes mobiles, les Boïvikis sont appuyés par des unités dotées de canons sans recul SPG-9, de mortiers de 82 mm, de mitrailleuses lourdes NSV et KPV en 14,5mm, ainsi que de quelques armes antiaériennes de type missile SA-7.

Dans la défensive les Tchétchènes mènent des embuscades, piègent le terrain, battent en retraite pour réapparaître ailleurs utilisant ainsi un mode opératoire imprévisible et non linéaire.

Les groupes de combat tchétchènes se dénomment d'ailleurs « cellule de tueurs de chars » et mettent en œuvre des techniques de combat redoutables. Face aux troupes blindées russes, le tireur d'élite abat le chef de char, les mitrailleurs stoppent l'infanterie d'accompagnement pendant que l'équipe antichar s'attaque au blindé.

Une des tactiques favorites des Boïviks consiste à détruire le premier et le dernier blindé de chaque colonne russe, puis de traiter séparément chaque engin. Les tireurs antichars tchétchènes se placent au deuxième ou au troisième étage des bâtiments évitant ainsi les tirs des canons des blindés russes qui ne peuvent, du fait du débattement de leurs tubes, tirer à courte distance. Les mitrailleurs détruisent les mitrailleuses de superstructure en tirant des toits des immeubles. Les blindés russes T-72 et T-80 utilisés dans Grozny sont quasi invulnérables aux tirs frontaux grâce à leur blindage avant et aux briques réactives qui les équipent. Les Tchétchènes s'attaquent, dans la mesure du possible, par le tir simultané de 6 roquettes antichars, aux parties vulnérables : les réservoirs et le compartiment moteur, les jupes latérales, l'arrière, les trappes du pilote et du chef de char.

Les véhicules d'accompagnement, BMD 1 du MVD, BMP 2 des forces armées, ou véhicules sur roues de transport de troupes BTR 70, sont extrêmement vulnérables sur le compartiment du pilote, les flancs, l'arrière des tourelles, et les réservoirs placés près des portes arrières. Souvent ils ne doivent leur salut qu'à leur vitesse manœuvrière.



Combattant tchétchène



BTR 70

S'agissant de la connaissance de l'ennemi, les Tchétchènes se sont montrés beaucoup plus habiles que les Russes. En effet, ces derniers n'ont pas cherché à comprendre les structures claniques de la société tchétchène et ils n'ont donc pas su tirer avantage de ses divisions. La brutalité russe a même provoqué l'unification des factions. A l'image du président Doudaïev ou du chef de guerre tchétchène Chamil Bassaïev, beaucoup de Tchétchènes ont servi dans les forces armées soviétiques et en connaissent donc à la fois parfaitement tous les armements, qu'ils utilisaient eux-mêmes, ainsi que les modes d'action.

De plus, le commandement tchétchène se montre innovateur dans bien des domaines et dirige les opérations de l'avant en montrant l'exemple, se comportant en véritables chefs de guerre.

Sur le plan du renseignement les Tchétchènes utilisent largement la population. Ne portant pas d'uniformes, ils se fondent souvent dans la population civile.

Sans chaîne logistique, ils bénéficient de l'aide de la population des villages et des stocks des clans dont sont issues les unités de combattants.

Dans le domaine des transmissions, les Tchétchènes obtiennent des résultats plus probants que les Russes. Ils sont équipés non pas de postes de radios comme leurs adversaires, mais de postes « Motorola » ou « Ken » achetés sur étagères, ainsi que des téléphones cellulaires. Les Tchétchènes, bilingues à la fois en russe et en tchétchène, parlent cette dernière langue pour sécuriser leurs communications et le russe pour pratiquer des intrusions dans le réseau fédéral. Les Russes, souvent, ne parlent pas le tchétchène !



Omon du MVD

Face à ces combattants déterminés et bien organisés, les Russes commettent plusieurs erreurs. Au niveau du commandement, les forces russes ne sont pas véritablement centralisées : les états-majors des troupes de chaque ministère se déploient chacun de leur côté et les dissensions entre les troupes du MVD et de l'armée, du FSK et de l'armée empêchent toute réelle coordination.

Peu motivé par cette première guerre, l'encadrement rechigne à risquer la vie des soldats. Beaucoup d'unités sont constituées d'appelés peu entraînés pour des combats urbains et qui se rendent parfois sans combattre. Les troupes envoyées en Tchétchénie sont souvent de second ordre, les formations opérationnelles étant à cette période pour la plupart utilisées dans des opérations de maintien de l'ordre au Tadjikistan, en Bosnie, au Haut Karabakh, en Géorgie ou encore en Abkhazie.

Les troupes du MVD - les Omons (Otryad Militsii spetsialnogo naznacheniy) de la division de maintien de l'ordre Djerdjinski - sont souvent employées en première ligne ce qui ne correspond pas à leur doctrine d'emploi. Il

en est de même des formations de Spetsnaz, utilisées comme infanterie légère d'accompagnement des blindés en zone urbaine alors que leur instruction aurait dû les conduire à assumer des missions de reconnaissance et d'action dans la profondeur derrière les lignes ennemies.

Enfin, la doctrine russe sur le combat en zone urbaine date de la seconde guerre mondiale et des batailles de Stalingrad et de Berlin. Face à des combattants tchétchènes déterminés utilisant des méthodes de combat innovantes, dans une ville en ruine, ils utilisent des blindés et des unités motorisées, sans que l'infanterie ne parvienne à les suivre et que celle des véhicules de transport de troupes ne parvienne à sortir de ses engins.

La première bataille de Grozny s'achève donc le 13 février 1995 après un cessez-le-feu entre le chef d'état-major tchétchène Aslam Maskhadov et le général russe Anatoli Koulikov, permettant aux combattants tchétchènes d'évacuer la ville sur un succès.

2 - La seconde bataille de Grozny

Le conflit actuel en Tchétchénie est relancé après une période de quasi indépendance de la République.

Les hostilités reprennent après que des bandes armées tchétchènes eurent tenté d'instaurer un régime islamique au Daghestan pro-russe en août 1999.

L'armée russe réagit aussi promptement que massivement et rejette les Boïvikis de l'autre côté de la frontière. Après les attentats de Moscou, il s'agit de régler le problème tchétchène.

Ce contexte de lutte contre le fondamentalisme et le terrorisme permet au Président Poutine de légitimer le conflit, ce que n'avait pas obtenu Boris Elstine en 1994.

Forte de 125 000 hommes, les forces fédérales sont opposées à 30 000 « rebelles » tchétchènes.

Les Russes, cette fois mieux préparés, prennent en compte le facteur pertes humaines et pratiquent une politique de « grignotage du terrain » dans leur avancée sur Grozny.

Les forces russes progressent, par phase successive, dans un environnement dit sécurisé. Tous les mouvements sont précédés d'un intense pilonnage d'artillerie (canon antichar MT-12, obusier tracté 2A65, lance-roquettes Frog 7, canon automoteur 2S19) et aérien (hélicoptère d'assaut MI 24 Hind ou nouveau K 50, chasseur bombardier SU 24 Fencer, avion d'attaque au sol SU 25 C).

Les zones urbaines sont dépassées puis encerclées et subissent ensuite un intense bombardement afin de contraindre les Boïvikis à quitter les localités.



Boïvikis Tchétchènes évacuant un blessé lors de la seconde bataille de Grozny

Les unités sont employées dans leur rôle prévu à l'image des troupes du MVD qui sécurisent les zones en arrière du front ou les spetsnaz qui pénètrent les lignes ennemies.

Les forces armées du ministère de la Défense quant à elles, n'utilisent plus systématiquement les blindés pour prendre les villes.

Les appelés ne sont plus envoyés en première ligne hormis ceux qui ont signé un contrat d'engagement au-delà de leur service (Kontrakniki).

Les troupes au contact sont régulièrement relevées et entraînées dans le cadre d'une préparation spécifique au conflit.

Le commandement est unifié au sein d'un état-major interarmées et interministériel, situé en Ossétie du Nord.

Les Russes mettent en place des postes radio de nouvelle génération assurant le cryptage des liaisons. A l'inverse, les Tchétchènes ne peuvent plus utiliser les téléphones cellulaires car les Russes ont détruit les relais. Ils se rabattent donc sur des moyens classiques HF et V/UHF facilement localisables et interceptables par les écoutes fédérales, ce qui aura de lourdes conséquences à la fin de la bataille de Grozny.

Dans les combats en zone urbaine, notamment à Grozny, les troupes ne sont plus engagées comme lors du premier conflit en unités de marche hétéroclites, mais par unités homogènes au sein de sous-groupements d'assaut interarmes comprenant une compagnie d'infanterie, un peloton de chars, une section de mortiers, une section d'artillerie, une section du génie, une équipe de lance-grenades, une équipe NBC.

Pour prendre la ville de Grozny les Russes décident de la raser, pour éviter de devoir prendre la ville immeuble par immeuble. A cet effet, ils commencent par prendre l'aéroport le 14 décembre 1999, puis ils attaquent la banlieue Est de la ville en envoyant des équipes de spetsnaz sonder les lignes ennemies et repérer les points de résistances adverses. Enfin, ils occupent tous les points dominant la ville et installent des postes d'observation d'artillerie. Cependant, ils commettent la même erreur que lors du premier conflit, en tentant une percée jusqu'au centre ville avec une colonne blindée. En effet ils tombent dans une embuscade perdant 100 hommes et dix véhicules blindés.

Dès lors, les Russes modifient leur tactique en attaquant sur trois axes différents. Ils utilisent des éclaireurs en avant de leur dispositif pour déclencher les feux tchétchènes. Ces éclaireurs reculent pour que l'artillerie puissent écraser les positions ennemies.



Canon quadritubes automoteur antiaérien ZSU 23-4

Dans leur dispositif, les colonnes de blindés comprennent systématiquement des canons antiaériens ZSU-23-4 et 256, ainsi que des véhicules de transport équipés de pièces antiaériennes de 23 mm, capables de tirer en sites négatif ou positif directs et d'anéantir les unités antichars tchétchènes cachées dans les étages des bâtiments.

Grâce à cette tactique, les Russes contrôlent le 27 janvier 2000 la moitié de la ville et les 2500 combattants tchétchènes survivants sont à court de munitions et d'approvisionnements. Le 31 janvier 2000, les chefs rebelles décident d'évacuer la ville en force en deux colonnes.

La première forte de 600 hommes est chargée d'ouvrir la voie à la seconde colonne et d'éliminer les postes russes. Abandonnant leur armement lourd et exécutant les prisonniers russes, les deux colonnes quittent la ville mais tombent dans un piège russe baptisé « chasse aux loups », constitué de champs de mines antipersonnel bordés par des pièces d'artillerie. Les Tchétchènes perdent six cent combattants dans leur fuite. Plusieurs chefs de guerre sont tués comme Ismaïlov ou blessés comme Chamil Bassaïev. Surtout ils perdent leur moral.

Des combats retardateurs dans Grozny durent jusqu'au 04 février 2000 avec les troupes du MVD chargées de fouiller tous les immeubles et de capturer les derniers combattants pendant que les forces armées poursuivent les Tchétchènes vers le sud du pays.

Les deux batailles de Grozny témoignent de ce que peuvent être à l'avenir des combats de haute intensité en zone urbaine. Ils montrent les erreurs susceptibles d'être commises par une armée moderne et les adaptations nécessaires qu'elle doit mettre en œuvre pour vaincre un ennemi appliquant des techniques de combat nouvelles. Ainsi, les Russes ont su corriger leurs erreurs notamment en unifiant le commandement, en employant les troupes dans leur rôle prévu lors de leur instruction, en créant des groupes d'assaut interarmes qui se sont montrés d'une grande efficacité. Enfin, ils ont amélioré le renseignement et la sécurité des communications tout en mettant à mal le réseau adverse.

Face aux Boïvikis tchétchènes, les militaires de la Fédération de Russie ne se sont pas contentés d'améliorer leur concept d'engagement en zone urbaine, mais ils ont également été conduits à réviser leurs principes d'emploi de la guerre en montagne, du contrôle de zone et des frappes à distance. Dans l'ensemble ils se sont déclarés satisfaits du matériel qu'ils ont employé et ont acquis une grande expérience en matière de combat en zone urbaine.

Depuis la chute de Grozny, la seconde guerre de Tchétchénie continue, mais elle a perdu sa nature de combat de haute intensité en zone urbaine même si une lutte acharnée est menée contre les Boïvikis dans le sud du pays, principalement par les troupes spetsnaz et les unités parachutistes du VDV (commandement



Soldat russe dans les rues de Grozny

des troupes aéroportées). En fait, aujourd'hui, l'armée russe doit faire face à une guérilla qui a pris un visage essentiellement rural mais aussi urbain dans la mesure où les indépendantistes pratiquent de nombreux coups de mains sur les dépôts russes situés dans les localités.

Les derniers événements comme les attentats du métro de Moscou, les attentats contre les appareils d'Aéroflott, ou encore la prise d'otages de l'école de Beslan, montrent paradoxalement l'essoufflement de la guérilla tchétchène qui n'arrive plus à monter des opérations de guerre contre l'armée russe et en est réduite pour montrer qu'elle existe encore à agir par des actions médiatiques.

D'ailleurs, cette dérive montre à quel point, les groupes de combat tchétchènes se sont internationalisés et dépendent de plus en plus de la nébuleuse du terrorisme international tant sur le plan des effectifs, du matériel, du financement, des modes d'actions ou de l'idéologie. On peut même dire que dans une certaine mesure que la guérilla s'est dénationalisée.

A ce titre, les troupes tchétchènes pro russes, les *Kadyrovtsy* (du nom du président pro russe de la Tchétchénie avant son assassinat) deviennent de plus en plus efficaces. On assiste donc à une tchétchénisation du conflit dont le clan Kadyrov est la clef (le fils de 27 ans Ramzan Kadyrov a été adoubé par Vladimir Poutine comme chef de l'Etat tchétchène après la mort de son père) comme il a existé pour les Américains une vietnamisation ou aujourd'hui, dans une certaine mesure une irakisation des guerres menées par les troupes des Etats-Unis. Cet état de fait montre que les Russes sont en passe de gagner sur le terrain la seconde guerre de Tchétchénie, même s'ils doivent encore éradiquer les derniers groupes terroristes et à gagner la guerre de la communication vis à vis de l'opinion publique mondiale, notamment en Occident.



Après l'assaut sur l'école n°1 de Beslan

CONCLUSION

En définitive, l'armée russe est actuellement à la croisée des chemins. Héritière de l'ex-Armée Rouge qui a fait trembler l'Occident pendant 40 ans, elle en garde encore les matériels, les doctrines d'emploi et une certaine manière de penser la géopolitique

Pourtant, les guerres de Tchétchénie constituent le véritable acte fondateur de l'armée russe post-soviétique. Elles en ont montré les forces mais également les faiblesses. Surtout, elles ont donné aux militaires les raisons et les motivations nécessaires pour exercer leur métier : se battre pour défendre l'intégrité de la Russie.

Dans ce cadre, la réforme de l'appareil militaire russe paraît inévitable. Les autorités, surtout civiles issues de l'ex-KGB / FSB et rompues à la géopolitique, en ont compris les enjeux et ont engagé les réformes nécessaires pour mettre sur pied un outil militaire professionnel, compact, mobile, disposant d'équipements de hautes technologies, capable de faire face aux nouveaux défis du XXI^{ème} siècle et fort de l'expérience de 26 années de combats tant conventionnels qu'asymétriques.

Cependant, il semble évident que ces réformes seront longues à mettre en œuvre. En effet, les autorités se heurtent à l'hostilité d'une partie des cadres de l'armée qui n'entendent pas voir modifier la physionomie traditionnelle de l'armée russe.

Surtout, les difficultés financières de l'Etat russe, notamment dues à l'inflation et au poids de la guerre en Tchétchénie risquent de ralentir la volonté réformatrice du Président Poutine.

Enfin, il faut noter que la Russie est un élément fondamental de la sécurité internationale, notamment pour l'Europe. Peut être qu'un jour se posera la question de son intégration au sein de l'UE (surtout au moment de l'élargissement de l'Union à de nombreux pays de l'ancienne sphère d'influence soviétique) et donc de sa participation à sa Défense, notamment sur le flanc sud et sud-est du continent eurasiatique. Toutefois, il conviendra avant tout de traiter des dossiers comme la place de l'enclave de Kaliningrad qui peuvent envenimer les relations UE / Russie ou encore OTAN / Russie.

L'apport et l'expérience d'une armée russe qui a continué à combattre alors même que la Russie connaissait des bouleversements fondamentaux semble un des éléments essentiels à toute réflexion de fond sur l'avenir de la défense européenne..

Bibliographie

- Michael Orr, « Some provisional notes on current russian operations in Dagestan & Chechnya », Conflict Studies Research Centre, 3 décembre 1999.
- « A Chechen perspective on the war in Chechnya 1994-1996 », division « Wargaming » du laboratoire de Corps des Marines en liaison avec le Marine Corps Intelligence Activity, 2000.
- Pavel Baev, « Will Russia go for a military victory in Chechnya ? », DGD&D, Royal Military Academy Sandhurst, 15 décembre 1999.
- Gordon Bennett, « The Federal Security Service of the Russian Federation », DGD&D
- Ivan Safranchuk, « Russian new military doctrine », Center for Policy Studies in Russia, 15 mai 2000.
- David C. Isby, « Weapons and tactics of the Soviet army, Jane's
- Robert. M. Cassidy, « Russia in Afghanistan and Chechnya : Military Strategie Culture and the paradoxe of asymmetric conflict » Strategic Studies Institute, février 2003.
- C. J. Dick, « Russian Military Doctrine », Centre de Recherche et d'Etudes sur les Conflits du DGD&D, novembre 1999
- Article du Dr. J. Main, Centre de recherche et d'Etudes sur les Conflits du DGD&D de novembre 2000
- Article du quotidien « Die Welt » de Jens Hartmann du 25/04/01
- Article du quotidien « El Pais » de R. Fernandez du 24/04/01
- Ramses 2003, IFRI
- Le courrier des pays de l'Est, la documentation française de février et octobre 2002
- Military Balance 2001 – 2002, IISS, Oxford University Press 2002.
- Jane's 2002 - 2003.

Conférences

- Conférence de monsieur Vladimir Pozner à Sciences Po Paris sur le thème « Où va la Russie de Vladimir Poutine ? ».
- Conférence devant la 53^{ème} session nationale de l'IHEDN du professeur Jean Radvani sur le thème « L'Europe et l'après l'URSS ».

Iconographie

Site Internet du ministère de la défense de la Fédération de Russie.

Cartographie

Cellule Documentation CDEF/ DREX.